

FONDS SOCIAL DE L'EAU

RAPPORT ANNUEL 2025

Société Publique de Gestion de l'Eau
SPGE

RESUME EXECUTIF

L'accès à l'eau est un droit humain fondamental. En Wallonie, cet accès repose sur un équilibre entre trois exigences complémentaires : maintenir un prix de l'eau accessible, garantir les investissements nécessaires à la pérennité du service et assurer une solidarité effective envers les ménages les plus fragiles.

Depuis 2004, la législation wallonne encadre étroitement la tarification et la facturation de l'eau. Elle repose notamment sur une structure tarifaire progressive fondée sur le coût-vérité et sur un plan comptable harmonisé du secteur. Elle fixe également les modalités de facturation, les délais de paiement et les procédures de recouvrement et prévoit, en cas de non-paiement, l'interdiction d'une coupure d'eau sans décision judiciaire.

En complément de ce cadre légal, les principaux opérateurs wallons ont développé différents dispositifs destinés à accompagner les consommateurs dans la gestion de leur facture : factures mensuelles à la demande, plans de paiement sans frais, mécanismes de réduction en cas de surconsommation liée à une fuite cachée ou encore priorité donnée au recouvrement amiable.

Depuis la régionalisation du contrôle du prix de l'eau en 2016, à la suite de la sixième réforme de l'État, la Wallonie dispose de l'ensemble des leviers de régulation du prix. La mise en place de trajectoires tarifaires pluriannuelles permet de concilier la prévisibilité et la progressivité des évolutions tarifaires avec le financement des investissements indispensables à la qualité et à la pérennité du service public de l'eau.

Au cours des dix dernières années, le prix de l'eau a ainsi évolué en deçà de l'inflation. La facture globale représente environ 1 % du revenu moyen des ménages, tandis que, sur la même période, le secteur de l'eau a consacré plus de 3 milliards d'euros aux infrastructures. Ces investissements constituent une composante essentielle de l'accès durable à l'eau : l'accessibilité du prix ne peut en effet être dissociée de la capacité à garantir, dans la durée, un service fiable et de qualité.

À ces deux premiers piliers, un prix maîtrisé et des infrastructures pérennes, s'ajoute un troisième : la solidarité envers les consommateurs confrontés à des difficultés de paiement.

Le **Fonds social de l'eau (FSE)** constitue à cet égard l'un des principaux instruments wallons de lutte contre la précarité hydrique. Le présent rapport permet d'en apprécier le fonctionnement en 2025. Il met en évidence **un financement stable, une utilisation élevée des moyens destinés à l'allègement des factures, mais également une sous-utilisation persistante des moyens consacrés aux améliorations techniques**.

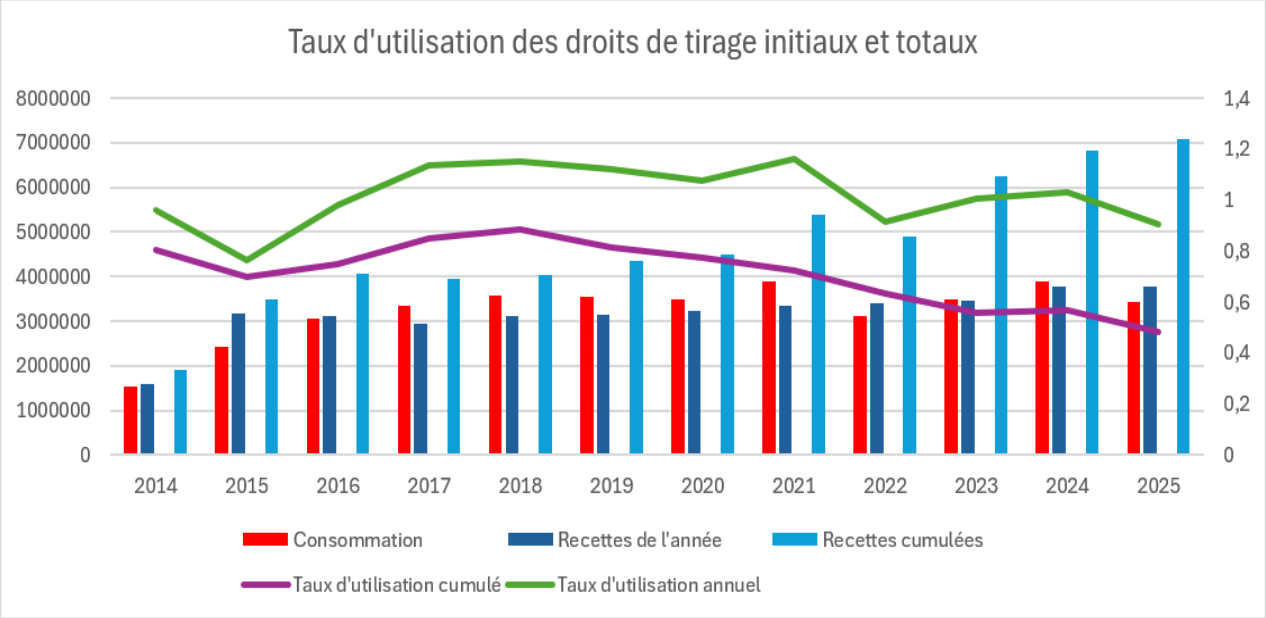
En 2025 :

- L'alimentation annuelle du Fonds s'élève à **4,819 millions d'euros**, dont **3,773 millions d'euros** de droits de tirage initiaux ;
- **6 731 interventions** ont été accordées pour un montant de **3,423 millions d'euros**, correspondant à un taux d'utilisation des droits de tirage initiaux de **91 %**, après 103 % en 2024 et 100 % en 2023 ;
- L'intervention moyenne atteint **508,53 euros** ;

- Le nombre de consommateurs en défaut de paiement augmente légèrement, de **1,9 %**, soit 2 561 ménages supplémentaires mais leur part reste stable à **7,9 %** de l'ensemble des consommateurs ;
- Le Fonds d'amélioration technique (FAT) n'a, en revanche, été mobilisé qu'à hauteur de **43 806 euros sur une enveloppe de 483 949 euros**, soit **9 %**, et seuls 49 CPAS ont introduit au moins un dossier.

Ces résultats montrent que, **sur une base annuelle, les ressources consacrées à l'aide au paiement des factures restent globalement en adéquation avec les besoins exprimés**. Ils font toutefois apparaître deux points d'attention.

Le premier concerne l'accumulation de moyens non utilisés des années antérieures, soit environ 3,2 millions d'euros de droits de tirage complémentaires en 2025, comme le montre le graphique représentant l'évolution des taux d'utilisation des droits de tirage :



Si, sur base annuelle, on constate l'adéquation entre les recettes dévolues aux interventions dans le paiement des factures et leur consommation, les recettes cumulées qui représentent l'addition des recettes annuelles et des reports des soldes non-utilisés (droits de tirage complémentaires) ont connu une progression importante depuis 2023 en raison d'un élément exceptionnel.

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le Gouvernement wallon a adopté, le 25 février 2021, un arrêté relatif au Fonds social de l'Eau portant des mesures temporaires dérogatoires. Cet arrêté a suspendu, pour les années 2021 et 2022, le mécanisme ordinaire de redistribution des soldes non utilisés prévu par les articles R.311 et R.316 du Code de l'Eau. Les montants concernés ont ainsi été maintenus à disposition des distributeurs et des CPAS au lieu d'être immédiatement réaffectés sous la forme de droits de tirage complémentaires (DTC).

L'arrêté prévoyait expressément qu'à partir de 2023, les soldes non utilisés des droits de tirage des années 2020, 2021 et 2022, ainsi que les montants non utilisés du Fonds d'améliorations techniques (FAT) pour ces mêmes années, seraient affectés aux droits de tirage complémentaires.

Le dispositif dérogatoire, entré en vigueur le 25 février 2021, a cessé de produire ses effets le 1er janvier 2023.

Cette mesure, adoptée de manière prudentielle afin de préserver les capacités d'intervention des CPAS durant la crise sanitaire, a eu un effet différé sur le fonctionnement financier du FSE. Les besoins d'intervention supplémentaires anticipés ne s'étant finalement pas matérialisés dans les proportions envisagées, la remise en circulation, à partir de 2023, des soldes accumulés pendant la période de suspension a contribué à l'augmentation importante des DTC observée depuis lors. Cet effet s'est cumulé avec celui des deux dotations exceptionnelles liées à la COVID-19 en provenance du budget régional pour un montant total d'un million d'euros.

Ces éléments contribuent à expliquer le niveau élevé des droits de tirage totaux observé en 2025 et la dégradation du taux d'utilisation cumulé.

Le second point d'attention concerne la faible mobilisation du Fonds d'amélioration technique. Celle-ci mérite une attention particulière dès lors que la maîtrise durable de la consommation constitue également un levier de prévention de la précarité hydrique, notamment pour les ménages confrontés à des surconsommations.

Enfin, à la demande du Gouvernement, la SPGE a coordonné en 2025 l'élaboration d'un plan d'actions avec le concours des parties prenantes de la lutte contre la précarité hydrique qui comprend 23 mesures structurées autour de l'information et de la sensibilisation, de la formation des acteurs de terrain, ainsi que de la simplification et de l'automatisation des démarches pour favoriser le recours au FSE pour les bénéficiaires potentiels. Cette démarche a notamment conduit à proposer une adaptation du dispositif encadrant l'utilisation du fonds d'amélioration technique.

Cette démarche est amenée à s'inscrire sur un plan pluriannuel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 6

1. LE FONCTIONNEMENT DU FSE 7

2. ANALYSE DES INDICATEURS ET DES DONNÉES 12

2.1 Données chiffrées du FSE ...12
2.2 Evolution des données relatives au FSE 15
2.2.1 Nombre de m³ d'eau facturés 15
2.2.2 Nombre et part de consommateurs en défaut de paiement 15
2.2.3 Montants des droits de tirage uniques et du FAT 16
2.2.4 Montant et nombre des interventions FSE 17
2.2.5 Utilisation des droits de tirage 17
2.2.6 Evolution du taux d'utilisation par les CPAS 20
2.2.7 Evolution des droits de tirage complémentaires 21

3. LE ROLE DE COORDINATEUR DU FSE PAR LA SPGE 22

4. DONNEES RELATIVES AUX CPAS 24

4.1 Frais de fonctionnement des CPAS 24
4.2 Constats des CPAS 24

5. COMMUNICATION DES DONNEES 28

6. FORMATIONS 29

7. DÉFINITIONS ET LEXIQUE 30

8. ANNEXES 31

Annexe 1 : M³ facturés et répartition de la contribution 2025 par distributeur 32
Annexe 2 : Evolution des données relatives au FSE 33
Annexe 3 : Utilisation du FSE et du FAT de 2014 à 2025 35
Annexe 4 : Données par distributeur en 2025 36
Annexe 5 : Données par CPAS en 2025 38
Annexe 6 : Corrélation entre le nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, le nombre de consommateurs en défaut de paiement et le nombre d'interventions 45

INTRODUCTION

Le Fonds Social de l'Eau (FSE) est un mécanisme financier, prévu dans le Code de l'eau[1], pour aider les consommateurs en difficulté de paiement de leur facture d'eau. Cette aide est composée de deux axes, le FSE en tant que tel qui permet des d'interventions financières pour des consommateurs en difficulté de paiement et le FAT (fonds d'améliorations techniques) qui vise à apporter une aide aux consommateurs en difficulté de paiement de leur facture d'eau qui souhaitent diminuer leur consommation d'eau de manière préventive ou à la suite d'une surconsommation enregistrée.

La SPGE joue un rôle de coordination de la gestion du FSE et du FAT. Ce dernier consiste principalement en la communication des enveloppes disponibles, l'échange des données, la communication entre les différents acteurs impliqués (e.a. distributeurs et CPAS), la gestion administrative de la plateforme informatique et également la rédaction d'un rapport annuel destiné, notamment, au Gouvernement wallon.

Les enveloppes disponibles sont constituées par les contributions versées par chaque consommateur lors du paiement de ses factures d'eau. Cette contribution est fixée à 0,025€ indexé[2], par m³ d'eau facturé et est entièrement dédiée au fonctionnement du fonds, sans aucune thésaurisation des montants ou constitution de réserve.

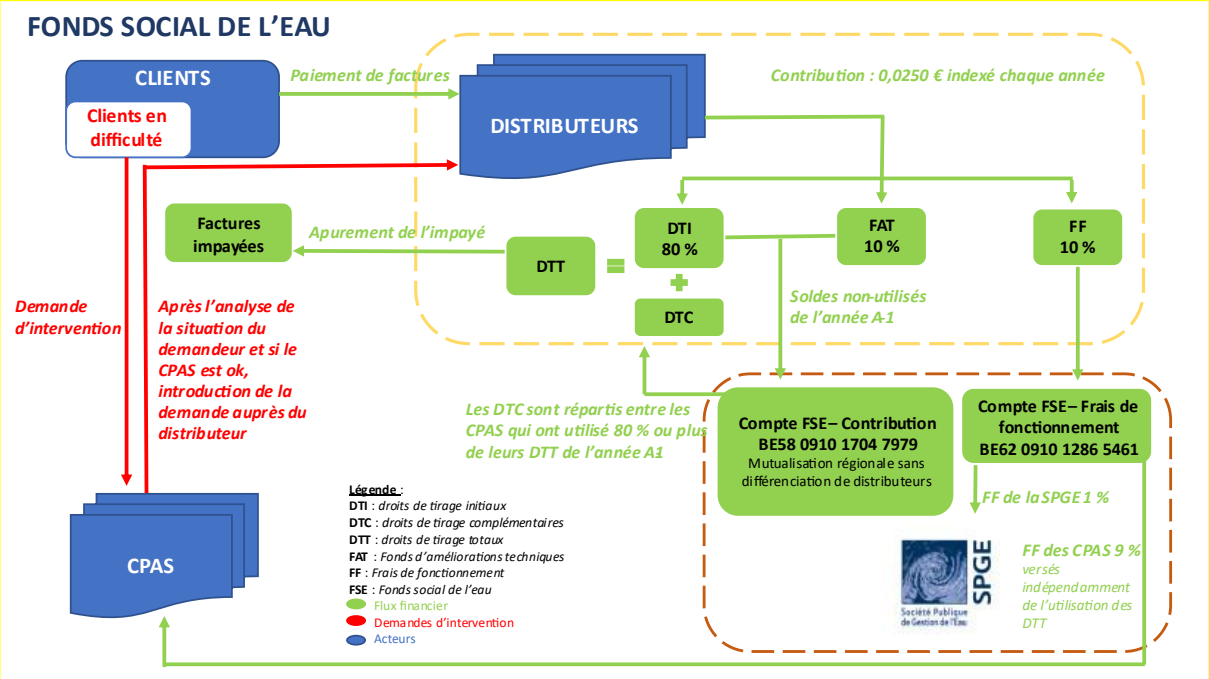
[1] C'est le décret du 20 février 2003 qui constitue la base légale de la mise en place d'un Fonds social de l'eau (FSE) en Région wallonne ainsi que son arrêté d'application adopté par le Gouvernement wallon le 4 février 2004.

[2] Comme le prévoit le Code de l'Eau, le montant (fixé au 01.01.2015) est indexé chaque année sur base de l'indice des prix à la consommation, soit 0,0332€/m³ en 2025 (0,0322€/m³ en 2024).

1. LE FONCTIONNEMENT DU FSE

Le FSE est un mécanisme financier mis en place par la Région wallonne en 2004 et dont l'objectif est d'intervenir dans le paiement des factures d'eau des consommateurs en difficulté de paiement. Dans le cadre du Fonds, la SPGE coordonne les interactions de différents acteurs :

- Les clients en difficulté de paiement ;
- Les CPAS, qui instruisent les dossiers de demande et les transmettent aux distributeurs ;
- Les distributeurs, qui valident les dossiers introduits par les CPAS sur base du décret et des circulaires existantes relatives au FSE.



Le mécanisme financier du Fonds Social de l'Eau a été mis en place volontairement par les principaux distributeurs d'eau en 1996 et a ensuite fait l'objet d'une généralisation sur l'ensemble du territoire wallon, excepté les neuf communes de la Communauté germanophone1.

La législation relative au FSE se trouve sous le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, aux articles D.234 à D.251 pour la partie décrétale et R.309 à R.320 pour la partie réglementaire. Cette législation a fait l'objet de plusieurs modifications visant à améliorer les principes de fonctionnement et d'utilisation du Fonds.

[1] Depuis la mise en place du FSE en Région wallonne, faute d'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, les neuf communes de la Communauté germanophone ne bénéficient pas de ce mécanisme. En effet, si c'est bien une matière reprise dans le Code de l'eau et donc relevant de la compétence de la Région, les décideurs de l'époque ont estimé qu'il s'agissait avant tout d'une matière dite « personnalisable », donc relevant de la compétence des Communautés et nécessitant, dès lors, un accord de coopération entre les deux entités.

COMMENT LE FSE EST-IL ALIMENTÉ ?

Chaque distributeur facture une contribution destinée à alimenter le Fonds, qui constitue un élément du coût-vérité de l'eau et est identifiée dans chaque facture d'eau transmise par le distributeur au consommateur.

La contribution a été fixée en 2015 à 0,025 € par m³ d'eau facturé et, comme le prévoit l'article D330-1 du Code de l'Eau, est indexée chaque année sur base de l'indice des prix à la consommation (0, 0332 € en 2025). L'enveloppe financière (DTI) variera donc chaque année selon l'indexation, le nombre de compteurs et les volumes d'eau consommés et facturés.

Il est important de noter que cette contribution est entièrement dédiée au fonctionnement du fonds, sans aucune capitalisation des montants ou constitution de réserve.

DOTATION EXCPTIONNELLE

En 2020[1], le Fonds social de l'Eau s'est vu octroyer par le Gouvernement wallon une dotation exceptionnelle de 500.000 € afin de soutenir les demandes d'aides des particuliers touchés financièrement par la pandémie du COVID-19 dans le paiement de leur facture d'eau. Cette dotation de 500.000€ a été mise à disposition, selon les instructions du Gouvernement, des CPAS ayant utilisé 80% ou plus de leur droit de tirage 2019.

Le 30 octobre 2020, un arrêté ministériel prévoyant une nouvelle dotation exceptionnelle de 500.000€ a été pris. Cette dotation a été mise à disposition de l'ensemble des 253 CPAS wallons, fin février 2021, selon la répartition des droits de tirage initiaux.

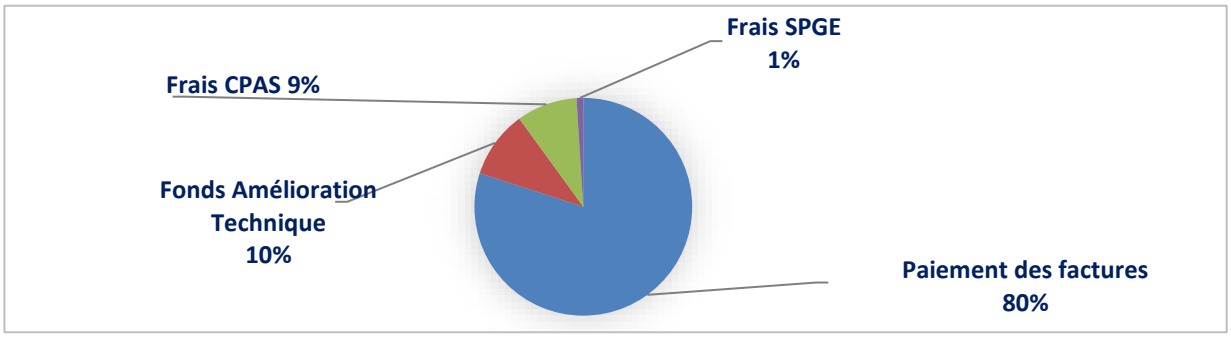
L'injection de ce million supplémentaire, cumulé au gel pendant deux ans des droits de tirage complémentaires, a provoqué un hiatus dans l'utilisation « normale » du FSE. Ainsi, depuis 2021, afin d'avoir une appréhension plus linéaire de l'utilisation du FSE, il est proposé un pourcentage d'utilisation hors de cette dotation tout à fait exceptionnelle.

COMMENT LE PRODUIT DE LA CONTRIBUTION DU FSE EST-IL RÉPARTI ?

L'enveloppe annuelle est répartie de la manière suivante :

- 80 % pour couvrir les dépenses relatives à l'intervention dans le paiement des factures d'eau des consommateurs ;
- 10% pour couvrir les améliorations techniques utiles permettant aux distributeurs d'assister les consommateurs bénéficiaires (Fonds d'Amélioration technique ou FAT) ;
- 9 % pour couvrir les frais de fonctionnement des CPAS ;
- 1 % pour couvrir les frais de fonctionnement de la SPGE.

[1] AM du 22 avril 2020 confiant une mission déléguée à la SPGE pour la mise en œuvre des interventions relatives aux charges du cycle anthropique de l'eau pour soulager les citoyens dans le cadre de la crise liée au COVID-19.



COMMENT LE FSE EST-IL MIS A DISPOSITION DES CPAS ?

La SPGE détermine, sur la base des volumes d'eau facturés l'année précédente, le montant total de la contribution de chaque distributeur au FSE pour l'année en cours et le communique aux distributeurs.

L'enveloppe annuelle est donc répartie entre les distributeurs d'eau en fonction des m³ consommés et du nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale[1]. C'est également sur cette base, mais aussi sur le nombre de compteurs et le nombre de consommateurs en défaut de paiement (art. R313 du Code de l'eau), que les distributeurs la mettent à disposition entre le ou les CPAS, qui relèvent de leur réseau, sous forme de **droits de tirage initiaux (DTI)**.

Si un CPAS n'a pas utilisé l'entièreté de ses droits de tirage sur une année N, le solde, toujours disponible chez le distributeur concerné, est reversé sur un compte tiers géré par la SPGE, qui procédera à une nouvelle répartition, l'année N +1, entre les distributeurs dont les CPAS ont utilisé, lors de l'année N, au moins 80% de leurs droits de triages. Ces montants constituent les droits de tirage complémentaires (DTC).

Exceptés les frais de fonctionnement, qui correspondent à 9% de l'enveloppe annuelle pour les CPAS (et qui sont versés directement à tous les CPAS, qu'ils utilisent totalement ou partiellement leurs droits de tirage) et à 1% pour la SPGE, tous les moyens financiers du FSE sont donc, toujours, intégralement mis à la disposition des personnes éprouvant des difficultés à payer leur facture d'eau, sans aucune thésaurisation au niveau des distributeurs et/ou de la SPGE.

DROITS DE TIRAGE COMPLÉMENTAIRES

L'ensemble des moyens financiers d'une année sont toujours intégralement affectés au mécanisme du FSE et sont, pour les surplus éventuels des enveloppes, réaffectés selon les mécanismes prévus par le Code de l'eau. L'on peut considérer qu'il faut, en moyenne, un cycle de deux ans pour utiliser complètement les moyens dédiés au FSE. En conséquence, l'ensemble de l'enveloppe financière du FSE est consacrée à aider les consommateurs en difficulté de paiement de leur facture d'eau.

Lors de la période Covid, un AGW de février 2021[2] a permis, de manière exceptionnelle et temporaire pendant deux ans, de déroger à ce mécanisme.

En 2020, en raison des effets de la pandémie sur l'utilisation du FSE, les principaux distributeurs et CPAS ont demandé que les CPAS puissent conserver leurs soldes non utilisés en 2019. En effet, de très nombreux

[1] Données qui sont fournies annuellement, à la demande de la SPGE, par le service public fédéral « SPP Intégration sociale ».

[2] AGW du 25 février 2021 relatif au Fonds social de l'Eau portant des mesures temporaires dérogatoires dans le cadre de la crise du COVID-19 et modifiant certaines dispositions du Code de l'Eau.

CPAS n'ont pu, en raison de la pandémie, dépenser 80% de leurs droits de tirage, mais se préparaient à recevoir de nombreuses demandes d'un public n'ayant pas recours habituellement aux CPAS. Afin de s'apprêter à une augmentation du nombre de demandes d'intervention et éviter des inégalités entre CPAS, le Gouvernement wallon a adopté en février 2021, un arrêté permettant, jusqu'au 1er janvier 2023, de conserver les soldes non utilisés et, par voie de conséquence, de suspendre les droits de tirage complémentaires (DTC).

Cependant, durant ces deux années, les CPAS n'ont pas eu plus recours au FSE, au contraire. Dès lors, en 2023, les soldes non-utilisés supplémentaires versés à la SPGE ont avoisiné 1 million €.

Les deux dotations spéciales octroyées par le Gouvernement wallon sur la même période, d'un montant total d'1 million d'euros, ont également contribué à augmenter significativement le montant des droits de tirage complémentaires.

FONDS D'AMÉLIORATION TECHNIQUE (FAT)

Le **FAT (Fonds d'amélioration technique)** a pour objet d'intervenir dans les dépenses d'améliorations techniques[1] réalisées pour les consommateurs en difficulté de paiement. En cas de location, outre les obligations qui relèvent du locataire, ce fonds ne peut se substituer aux obligations du propriétaire qui a le devoir d'entretenir et de réparer le bien mis en location. Les interventions possibles du FAT sont reprises dans des circulaires qui sont adaptées en fonction de l'évolution de la société.

Chaque année, les montants non utilisés des droits de tirage de l'année précédente et les montants non utilisés du FAT[2] s'ajoutent aux droits de tirage initiaux (ces droits de tirage initiaux sont constitués des 80%[3] de la contribution des consommateurs). Le montant total obtenu constitue le **droit de tirage unique (DTU)** ou **droit de tirage total (DTT)**.

BÉNÉFICIAIRES DU FONDS SOCIAL

Le consommateur en difficulté est la personne dont le CPAS établit qu'elle éprouve des difficultés, temporaires ou non, à acquitter sa facture d'eau.

C'est aussi le consommateur repris dans la liste transmise par le distributeur d'eau au CPAS en raison du fait qu'à l'expiration du délai de mise en demeure, il se trouve en défaut de paiement de tout ou partie de sa facture d'eau de distribution.

Mais il n'est pas nécessaire d'être en défaut de paiement pour faire appel au CPAS. Ce dernier peut décider de puiser dans le Fonds pour rembourser un consommateur ayant déjà payé sa facture d'eau, ou une partie de celle-ci mais faisant face à une difficulté financière passagère.

MONTANT DE L'INTERVENTION

Le CPAS fixe le montant de l'intervention financière. Mais l'intervention financière est limitée annuellement à une somme de 500 €, majorée de 100 € par personne à partir de la quatrième personne faisant partie du ménage du consommateur en difficulté de paiement. Ces montants sont indexés chaque année et arrondis

[1] Exemple, analyse des causes de surconsommation, modification des installations de raccordement, recherche de fuite dans l'installation intérieure du consommateur, autant de phénomènes qui sont bien souvent à l'origine d'une augmentation conséquente du montant de la facture d'eau des particuliers.

[2] Ces deux montants sont calculés sur base de l'article R.316 du Code de l'eau.

[3] Pour les 20% restants, 10% sont consacrés aux frais de fonctionnement et les autres 10% sont consacrés au FAT.

à l'euro, sur la base de l'évolution de l'indice santé, par référence à l'indice en application au 1er janvier 2017, soit pour l'année 2025 : 635 € (613 € en 2024) et 127 € (123 € en 2024).

L'intervention annuelle peut être supérieure aux maximas prévus dans les cas suivants :

- Dans le cas de fuite provoquant une surconsommation et moyennant un avis favorable du distributeur ;
- Pour un usager qui a accumulé plusieurs années d'arriérés de paiement sans avoir sollicité l'intervention du fonds chaque année.

2. ANALYSE DES INDICATEURS ET DES DONNÉES

2.1 Données chiffrées du FSE

Comme habituellement, la dotation initiale du Fonds en 2025 a été établie sur base des consommations et données de 2024 fournies par les distributeurs.

DONNEES au 31 décembre 2024	
Nombre de compteurs au 31/12/2024	1.700.124 [1] unités
Nombre de m³ d'eau sur lesquels la contribution est calculée (31/12/24)	149.666.146 m³
Nombre de consommateurs en défaut de paiement au 31/12/2024	134.315 compteurs

ENVELOPPE 2025 SUR BASE DES CHIFFRES 2024	
CONTRIBUTION 2025[2]	**4.819.250 €**
• *Droits de tirage initiaux (DTI)*	*3.772.566,5 €*
• *Droit de tirage complémentaires (DTC)*	*3.296.625,5 €*
Droits de tirage uniques (DTU) = droits de tirage initiaux (DTI) + droits de tirage complémentaires (DTC)	*7.069.192 €*
Fonds pour améliorations techniques (10%)	**483.949 €**
Frais de fonctionnement des CPAS	**483.949 €**
dont CPAS (9%)	*435.757 €*
dont SPGE (1%)	*48.192 €*

MONTANT DU PLAFOND 2025	
Montant indexé du plafond d'intervention FSE	635€ par intervention +127€/pers à partir de la 4e personne du ménage

[1] Dont 491 compteurs IDEA.

[2] La répartition de la contribution par distributeur est reprise à l'annexe 1.

UTILISATION DU FSE EN 2025	
Droits de tirage	
Enveloppe des droits de tirage uniques	7.069.192 €
Nombre d'interventions en 2025	6.731
Montant total des interventions	3.422.960 €
Montant moyen des interventions	508,5 €
Montant des droits de tirage restant	3.646.232 €
Rapport entre le montant total des interventions et l'enveloppe des droits de tirage unique	48,4 %
Fonds pour améliorations techniques (FAT)	
Fonds pour améliorations techniques	483.949 €
Montant utilisé du Fonds pour améliorations techniques	43.806 €
Montant non utilisé	440.143 €
Pourcentage d'utilisation du Fonds pour améliorations techniques	9%

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nb de bénéficiaires du DIS[1]	103.243 personnes	102.018 personnes	101.311 personnes	103.655 personnes	107.153 personnes	107.958 personnes
Nb de compteurs "FSE" (y compris IDEA)	1.638.945 unités	1.655.115 unités	1.669.823 unités	1.684.506 unités	1.700.124 unités	1.711.399 unités
Nb de consommateurs en défaut de paiement	129.948 compteurs	127.191 compteurs	134.890 compteurs	135.048 compteurs	134.315 compteurs	136.876 compteurs
Consommateurs en défaut de paiement/Nb. de compteurs	7,9 %	7,6 %	8,1 %	8%	7,9%	7,9%
Droits de tirage initiaux (DTI)	3.233.191 €	3.342.686 €	3.396.168 €	3.456.208 €	3.775.594 €	3.772.566 €

[1] DIS=droit à l'intégration sociale. Données fournies par le service public fédéral « SPP Intégration sociale » et qui servent de référence pour le calcul des enveloppes.

Droits de tirage complémentaires (DTC)	1.261.978 €	1.529.755 €	/	2.794.616 €	3.049.932 €	3.296.626 €
Droits de tirage totaux du FSE[1]	4.495.170 €	5.372.441€	4.887.359 €	6.250.824€	6.825.526€	7.069.192€
Montant total des interventions	*3.483.853€*	*3.890.062€*	*3.104.585€*	*3.474.903€*	*3.887.105€*	*3.422.960€*
Montant moyen des interventions	*369,8€*	*369,38€*	*402,7€*	*454,6€*	*511,7€*	*508,5€*
Nombre total d'interventions	*9.419*	*9.814*	*7.709*	*7.643*	*7.596*	*6.731*
Taux d'utilisation du FSE sur les DTU	*76 %*	*72%-89%**	*64%-80%**	*56% 66%**	*57% 67%**	*48%-56%**
Taux d'utilisation du FSE sur les DTI	108%	116%	91%	100%	103%	91%
Droit de tirage du FAT	413.791€	765.881€	1.131.335€	422.527€	481.013€	483.949€
Montant total des interventions	46.678€	59.068€	121.057€	72.520€	50.751€	43.806€
Taux d'utilisation du FAT	11%	8%-14%**	11%-28%**	17%	11%	9%

* Hors impact des dotations Covid-19 (1 million d'euros). Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Dotation exceptionnelle.

** Hors impact du gel des DTC. Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Gel des droits de tirage complémentaires.

L'analyse des résultats du FSE et du FAT en 2025 met en évidence :

- Une enveloppe des droits de tirage uniques plus importante en raison d'éléments exceptionnels comme présentés précédemment (Fonctionnement du FSE – droits de tirage complémentaire)
- Une utilisation à plus de 90% des montants annuels (DTI) du FSE ;
- Une diminution du nombre d'interventions ;
- Une légère diminution du montant moyen des interventions après plus de trois ans d'augmentation de ce montant moyen ;
- Une augmentation du nombre absolu de consommateurs[2] en défaut de paiement avec une part relative de consommateurs en défaut de paiement néanmoins stable en raison de l'évolution du nombre de consommateurs ;
- Une consommation de l'enveloppe FAT qui continue à diminuer.

De façon générale, le FSE continue donc à jouer son rôle d'instrument de lutte contre la précarité hydrique.

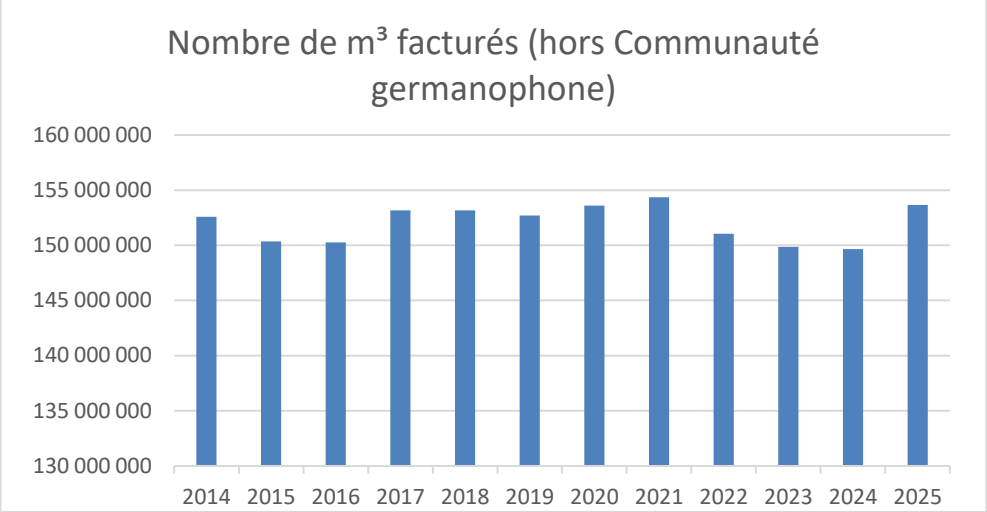
[1] Les droits de tirages totaux comprennent les droits de tirage initiaux et les droits de tirage complémentaires.

[2] Il est utile de préciser ici que le terme « consommateur » s'apparente plus à celui de « compteur », avec toutes les conséquences que cela peut induire sur le nombre de personnes.

2.2 Evolution des données relatives au FSE

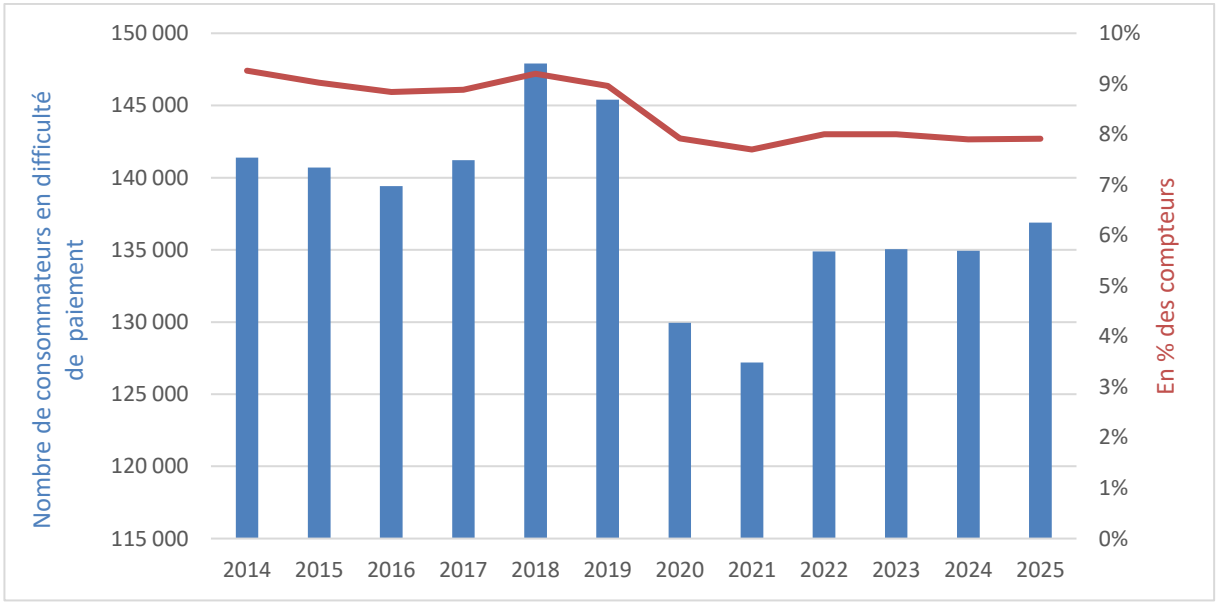
2.2.1 Nombre de m³ d'eau facturés

En 2025, l'augmentation des volumes d'eau consommée s'accélère et restent au niveau le plus haut des consommations de ces dix dernières années.



2.2.2 Nombre et part de consommateurs[1] en défaut de paiement

Le nombre de consommateurs en défaut de paiement a très légèrement augmenté (+2.561 compteurs) tout comme le nombre de bénéficiaires du DIS qui augmente très légèrement (+805 bénéficiaires). La part de consommateurs en défaut de paiement reste cependant stable à environ 8%.



[1] Il est utile de rappeler ici que le terme « consommateur » s'apparente plus à celui de « compteur », avec toutes les conséquences que cela peut induire sur le nombre de personnes.

2.2.3 Montants des droits de tirage uniques et du FAT

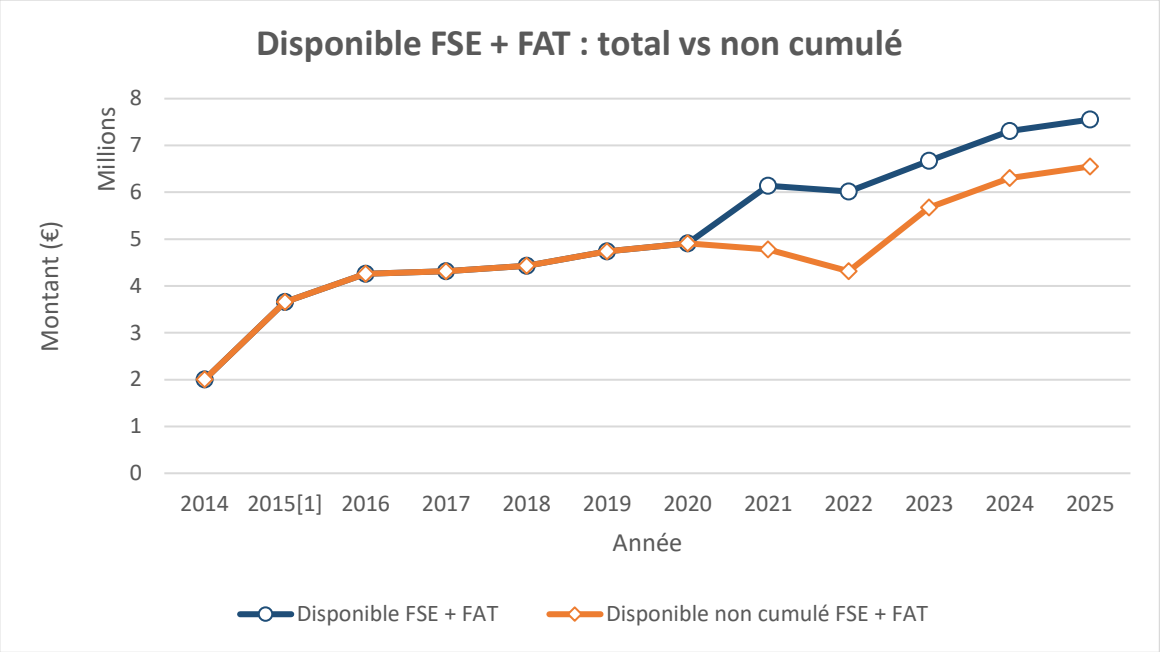
Les droits de tirages totaux du FSE, même s'ils ont moins augmenté qu'en 2023 (un peu moins de 28%), moment charnière dans l'augmentation exponentielle des droits de tirage complémentaires, sont toujours en augmentation (3,57% - + 243.666€) mais cette augmentation se ralentit par rapport à 2024 (9%, +574.702€). On l'a vu, outre la diminution du nombre de droit de tirage FSE et FAT, cet accroissement des droits de tirage s'explique également par les effets induits de l'AGW du 25 février 2021 qui a gelé pendant 2 ans les droits de tirage complémentaires et par la dotation Covid d'un total d'1 million d'euros octroyée en 2020 et 2021 par le Gouvernement wallon. Ainsi, bien que diminuant progressivement, les reliquats de ces deux dotations « spéciales COVID » et leur versement, à partir de 2023, sous forme de droits de tirage complémentaires (DTC) expliquent des droits de tirage totaux (DTT) 2025 qui restent plus importants qu'habituellement.

L'accroissement des droits de tirage complémentaires peut, également, être imputée à la sous-utilisation du FAT. Le montant total des interventions étant proche des droits de tirage initiaux, le solde non-utilisé du FAT fait grossir chaque année l'enveloppe des DTC. L'effet « boule de neige » des DTC ne pourra être stoppée que, aussi, par une meilleure utilisation du FAT.

Année	Droits de tirage totaux FSE disponibles	Disponibles pour le FAT	Disponibles pour le FSE et le FAT
2014	1 907 273 €	94 040 €	2 001 313 €
2015[1]	3 474 189 €	186 211 €	3 660 400 €
2016	4 077 136 €	183 534 €	4 260 670 €
2017	3 946 800 €	367 748 €	4 314 548 €
2018	4 044 024 €	387 790 €	4 431 814 €
2019	4 345 274 €	394 480 €	4 739 754 €
2020	4 495 170 €	413 791 €	4 908 961 €
2021	5 372 441 €	765 881 €	6 138 322 €
2021	*4 372 441 €**	*408 410 €***	4 780 851 €*
2022	4 887 359 €	1 131 335 €	6 018 694 €
2022	*3 887 359 €**	*424 521 €***	4 311 880 €*
2023	6 250 824 €	422 527 €	6 673 351 €
2023	*5 250 824 €**	*422.527 €*	5 673 351 €*
2024	6 825 526 €	481 013 €	7 306 539 €
2024*	5 825 526 €*	481 013 €	6 306 539 €*
2025	7 069 192 €	483949 €	7 553 141 €
2025*	6 069 192 €*	483 949 €	6 553 141 €*

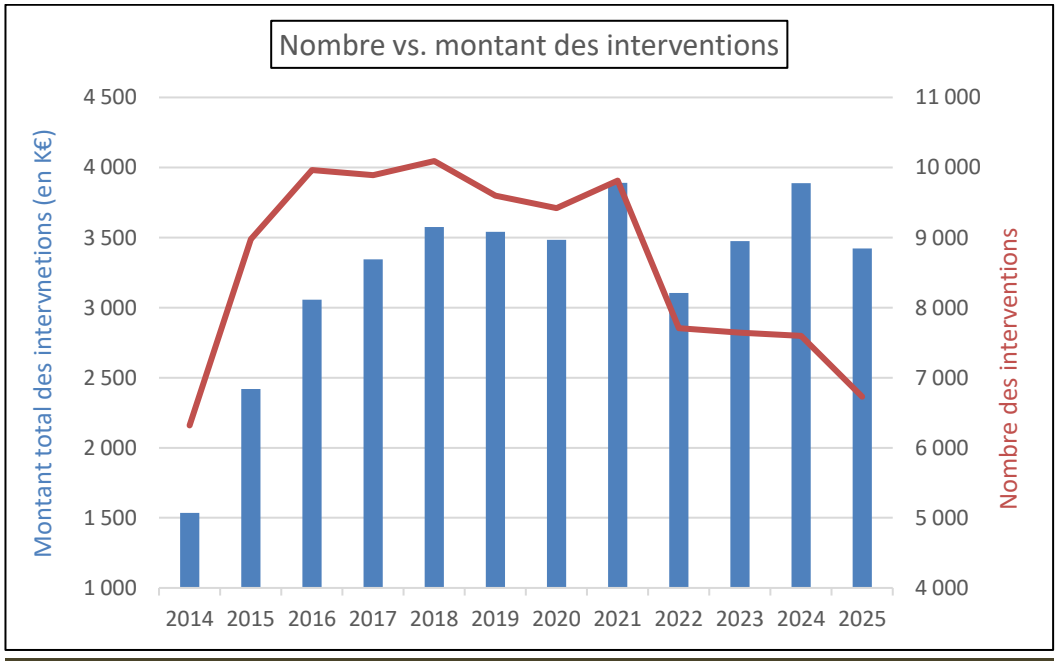
* Hors impact des dotations Covid-19 (1 million d'euros). Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Dotation exceptionnelle.
** Hors impact du gel des DTC. Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Gel des droits de tirage complémentaires.

[1] C'est avec effet au 1er janvier 2015 que la contribution est, désormais, annuellement indexée mais aussi doublée par rapport à 2014, passant de 0,0125 à 0,0250€/m³ (Décret programme du 12 décembre 2014).



1. C'est avec effet au 1er janvier 2015 que la contribution est, désormais, annuellement indexée mais aussi doublée par rapport à 2014, passant de 0,0125 à 0,0250€/m³ (Décret programme du 12 décembre 2014).

2.2.4 Montant et nombre des interventions FSE

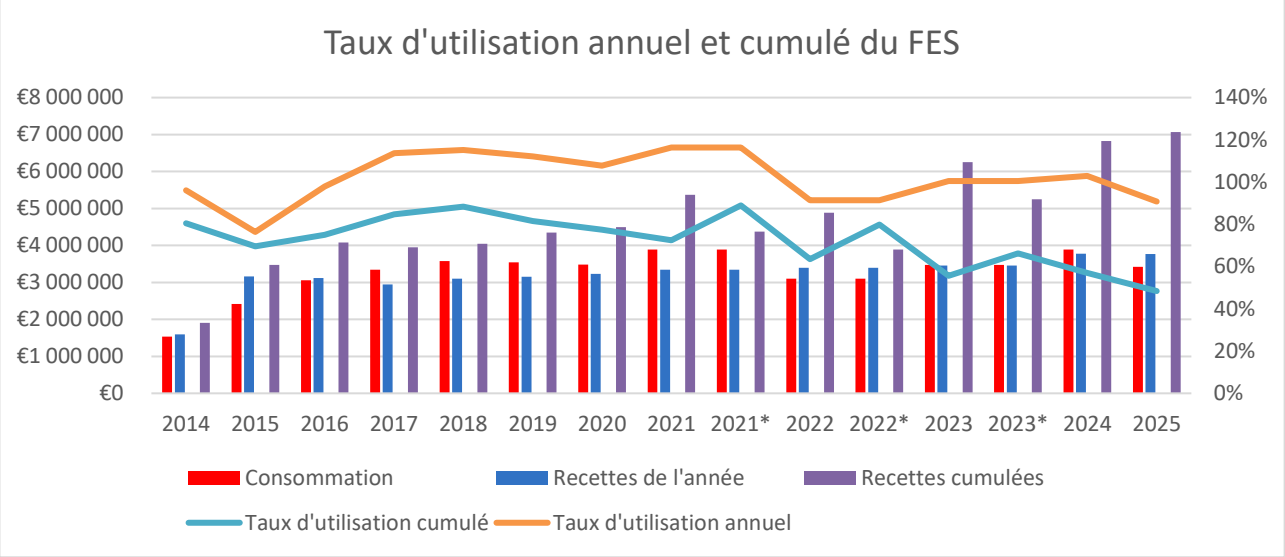


2.2.5 Utilisation des droits de tirage

Dans le graphique ci-après consacré au FSE, nous reprenons son taux d'utilisation (consommation) et le comparons aux montants annuels qui sont effectivement consacrés au FSE, les DTI (recette de l'année). Afin d'être complet et disposer d'une vue d'ensemble, nous comparons également le taux d'utilisation (consommation) aux DTU (recettes cumulées). Enfin, afin d'avoir une appréhension plus linéaire de l'utilisation du FSE, il est également proposé trois années, marquées par un astérisque, où les recettes (de

l'année et cumulées) tendent à neutraliser les effets de la dotation exceptionnelle et du gel des droits de tirage complémentaires[1].

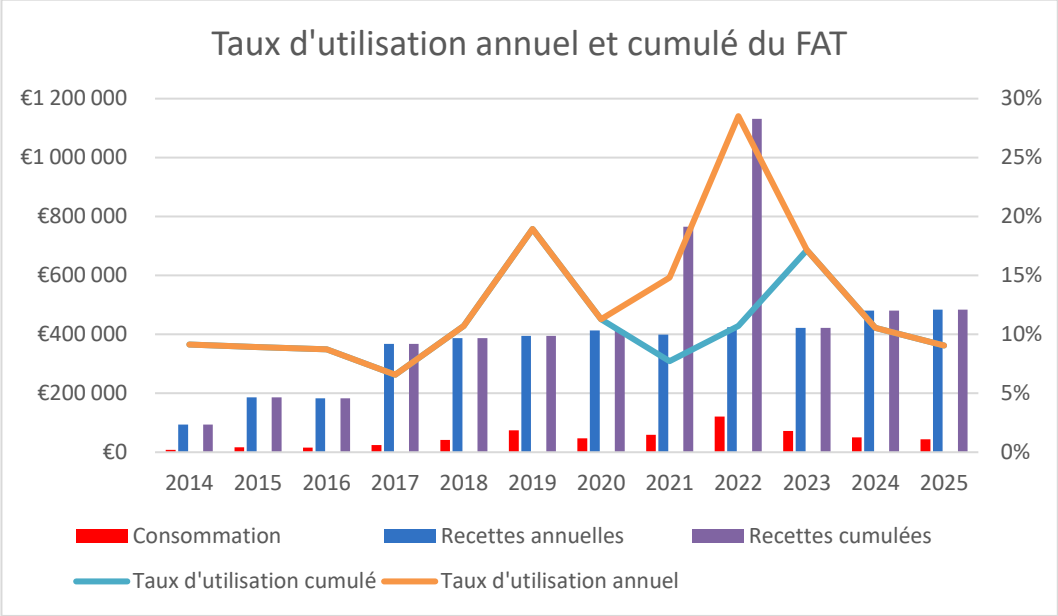
Force est de constater que, de façon générale, le FSE continue donc à pleinement justifier son importance comme outil aidant à pallier la précarité hydrique. Les montants annuels qui y sont consacrés sont pleinement dépensés même si l'accroissement des droits de tirage complémentaires, dû à leur « gel » pendant deux ans ainsi qu'aux deux dotations COVID, dénature l'équilibre des enveloppes totales.



Dans le graphique suivant, consacré au FAT, nous reprenons son taux d'utilisation (consommation) et le comparons aux montants annuels qui sont effectivement consacrés au FAT, à savoir, 10% de la contribution annuelle (recette de l'année). Afin d'être complet et disposer d'une vue d'ensemble, nous comparons également le taux d'utilisation (consommation) aux recettes cumulées du FAT.

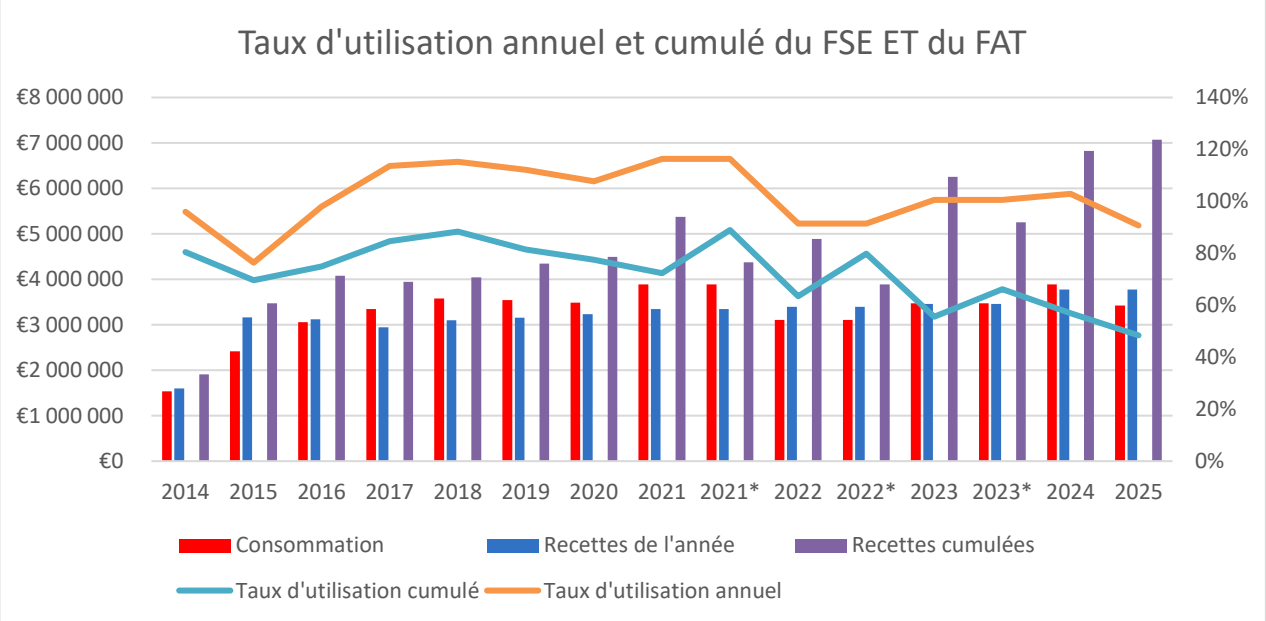
Cependant, afin d'avoir une appréhension plus linéaire de son utilisation, il est également proposé, via les courbes orange et bleue, un taux d'utilisation du FAT neutralisant les effets du gel des droits de tirage complémentaires[2]. En effet, nous l'avons précisé ci-avant, en raison des dispositions de l'AGW du 25 février 2021, le solde de l'enveloppe FAT n'a pas été, pendant 2 ans, reversé dans le « pot commun », afin d'être redistribué sous forme de droits de tirage complémentaires, mais est resté dans l'enveloppe FAT au sein de chaque distributeur.

[1] Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Dotation exceptionnelle et Gel des droits de tirage complémentaires.
[2] Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Gel des droits de tirage complémentaires.



Le graphique qui suit reprend les données du FSE ET du FAT. Le taux d'utilisation combiné (consommation) est comparé aux montants annuels qui sont effectivement consacrés au FSE et au FAT (recette de l'année). Afin d'être complet et disposer d'une vue d'ensemble, nous comparons également le taux d'utilisation combiné FSE/FAT (consommation) aux DTU (recettes cumulées).

Enfin, afin d'avoir une appréhension plus linéaire de l'utilisation, il est également proposé trois années, marquées par un astérisque, où les recettes (de l'année et cumulées) tendent à neutraliser les effets de la dotation exceptionnelle et du gel des droits de tirage complémentaires[1].



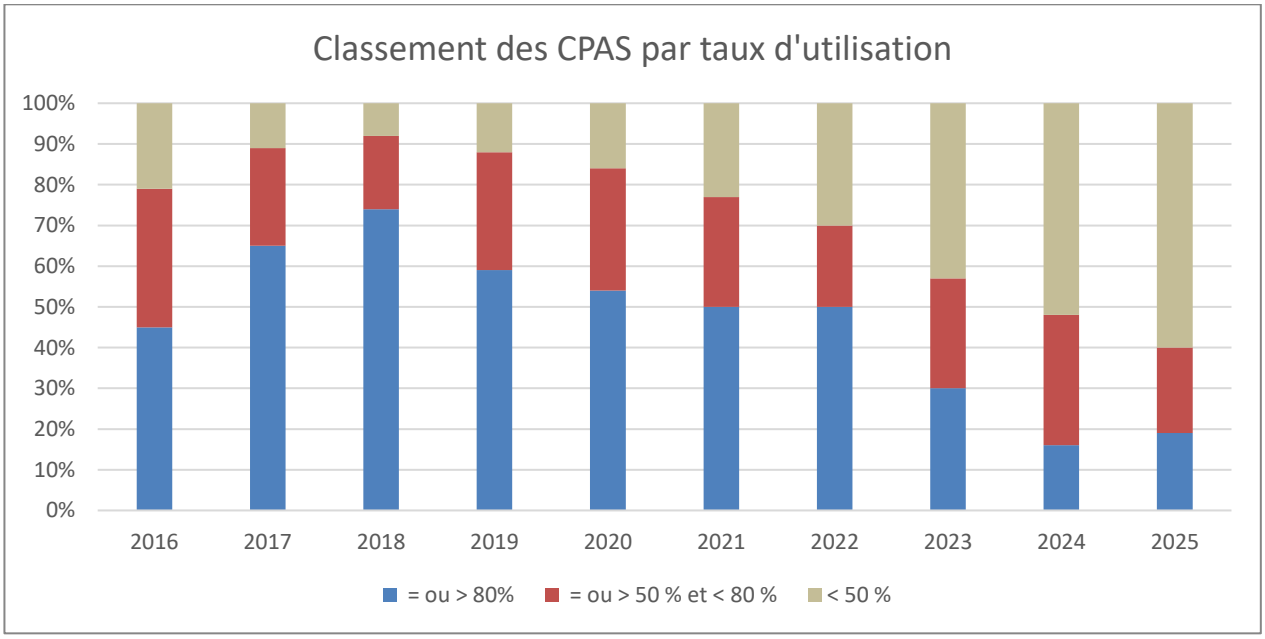
[1] Voir dans le texte, 1. Le fonctionnement du FSE – Dotation exceptionnelle et Gel des droits de tirage complémentaires.

2.2.6 Evolution du taux d'utilisation par les CPAS

Les soldes non utilisés constituent les droits de tirage complémentaires et sont distribués entre les CPAS qui en ont le plus besoin c'est-à-dire entre les CPAS qui ont utilisé 80% de leur droit de tirage l'année précédente. Les DTT 2025 étaient donc plus importants que les années précédentes. L'une des conséquences est que le pourcentage d'utilisation de l'enveloppe des DTT de nombreux d'entre eux a été inférieur à 80%.

En 2025, 2 CPAS[1] n'ont pas du tout utilisé le FSE, pour 46 d'entre eux entre 1 et 5 dossiers FSE ont abouti et pour 39 CPAS ce sont entre 6 et 10 dossiers FSE qui ont abouti.

Pourcentage d'utilisation par rapport au DTT	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
= ou > à 80%	74%	59%	54%	50%	50%	30%	16%	19%
= ou > 50% et < 80%	18%	29%	30%	27%	20%	27%	32%	21%
< 50%	8%	12%	16%	23%	30%	43%	52%	60%



En ce qui concerne l'utilisation du FAT par les CPAS, seuls 49 d'entre eux ont introduit un dossier (611 dossiers introduits).

[1] Il est à souligner que lorsqu'un CPAS dépend de plusieurs distributeurs, 29 CPAS sont dans ce cas (28 dépendent de deux distributeurs différents et 1 CPAS dépend de trois distributeurs), nous avons pris l'ensemble des dossiers introduits par un même CPAS. Si tel n'avait pas été le cas, ce sont 14 CPAS qui n'ont pas utilisé le FSE en 2025.

2.2.7 Evolution des droits de tirage complémentaires

Comme on l'a vu, alors que les DTC avoisinaient, habituellement, le million d'euros, l'injection du million supplémentaire lors de la période COVID ainsi que le gel, pendant deux ans des DTC a « perturbé » le système et conduit à une enveloppe de DTC beaucoup plus élevée.

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
DTC en €	941.707	1.189.433	1.261.978[1]	1.529755[2]	/[3]	2.794.616	3.049.932	*3.296.625,5*

L'une des conséquences de ces DTC 2025 élevés est qu'un nombre anormalement important de CPAS (60%) n'ont pas atteint le plafond de dépense de 80% des DTT. Pour pallier ce problème majeur, la répartition des DTC a été réalisée sur le taux d'utilisation des DTI ce qui a permis à la fois :

- de faire bénéficier un nombre plus important de CPAS de DTC ;
- de « mieux » répartir l'enveloppe des DTC (moins il y a de CPAS qui peuvent en bénéficier, plus l'enveloppe des DTC des CPAS qui reçoivent est importante, avec le risque accru qu'à la fin de l'année ils n'atteignent pas les 80% d'utilisation et donc qu'ils ne puissent plus bénéficier des DTC l'année suivante)

Pour rappel, le but premier de l'instauration d'un Fonds social en Région wallonne, et par conséquent également de la volonté du législateur, est comme on peut le lire dans les travaux préparatoires, de « *pouvoir aider les consommateurs momentanément en difficulté de paiement de leur facture d'eau* », et en plus de celui de soutenir les CPAS qui en ont le plus besoin. La solution proposée a permis de renforcer l'objectif premier poursuivi par le Fonds social de l'Eau ainsi que de rencontrer la volonté du législateur (interprétation téléologique. Toutefois, les DTC se maintenant à un niveau important, il y a lieu d'envisager une solution spécifique. Toutefois, les DTC se maintenant à un niveau important, il y a lieu d'envisager une solution spécifique.

[1] Injection du million supplémentaire en 2 fois, fin 2020 et début 2021.
[2] Injection du million supplémentaire en 2 fois, fin 2020 et début 2021.
[3] Gel des DTC. En 2021, même s'ils ont été conservés chez les distributeurs, on avait connaissance du montant total mais pas l'année suivante.

3. Le rôle de coordinateur du FSE par la SPGE

Ne pas recourir au FSE ou au FAT peut être une volonté délibérée des CPAS de mener une politique d'accompagnement dans l'aide qu'ils apportent et non une aide sociale automatique. On verra en effet que dans les rapports 2025 transmis par les CPAS à la SPGE, parmi les remarques les plus nombreuses, on retrouve : « *Le recours au FSE ne doit pas devenir systématique - volonté d'une approche "limitative" des différentes aides sociales possibles dont fait partie le FSE* ». Dans la législation actuelle, l'autonomie des CPAS reste la colonne vertébrale du système.

En revanche, la diminution des pourcentages d'utilisation du FSE et du FAT peut également être structurelle et la SPGE est là, en tant que coordinateur du FSE, pour proposer des pistes de solutions afin de réduire au maximum ce delta.

En février 2025, le Gouvernement wallon a approuvé les orientations d'un plan d'actions visant l'optimisation du FSE et du FAT et, plus largement, luttant contre la précarité hydrique. La SPGE, a, en 2025, poursuivi les collaborations avec l'ensemble des parties prenantes – autres distributeurs, CPAS, associations, sociétés de logement public, etc. – afin d'améliorer le fonctionnement du Fonds social de l'eau et d'en simplifier l'accès pour les publics les plus fragilisés. La coordination avec la SWDE s'est renforcée par la mise à disposition de la SPGE d'une ressource supplémentaire afin de piloter et superviser les initiatives, impliquer les différentes parties prenantes et assurer leur suivi.

En 2025, le plan d'actions repose sur 23 mesures structurées selon trois axes complémentaires :

- Renforcer l'information et la sensibilisation ;
- Former les acteurs de terrain pour un accompagnement renforcé ;
- Simplifier et automatiser les démarches administratives.

À titre de synthèse, le travail réalisé entre février et décembre 2025 a permis d'obtenir les résultats suivants.

- Actualiser et promouvoir le baromètre wallon de la précarité hydrique, permettant de créer un narratif autour de cette thématique ;
- Contribuer à harmoniser les pratiques des distributeurs d'eau en matière d'octroi de réductions pour fuites cachées via l'établissement d'un guide en la matière ;
- Formuler une proposition de révision de la circulaire relative au Fonds pour améliorations techniques afin d'augmenter son taux d'utilisation ;
- Etablir un vade-mecum des aides en matière d'eau à destination des intermédiaires en contact avec les personnes en précarité hydrique ;
- Revoir et harmoniser la communication en ligne relative au Fonds social de l'eau ;
- Former les tuteurs-énergie-eau aux aspects administratifs et techniques de la gestion de l'eau ;
- Disposer d'une évaluation du dispositif des tuteurs-énergie-eau en ce qui concerne l'aide aux ménages quant à leur facture d'eau ;
- Former/sensibiliser les nouveaux conseils des CPAS à la thématique de la précarité hydrique ;
- Prendre contact avec les fédérations d'intermédiaires techniques pour la réalisation de petits travaux relatifs à l'eau ;
- Intégrer, dans la démarche, les Agences Immobilières Sociales (AIS), les Agences de promotion du logement (APL) et les Régies de quartier ;
- Lancer une campagne de communication multicanal sur le Fonds social de l'eau ;

- Disposer d'un état des lieux européen sur l'accès à l'eau pour les groupes vulnérables et marginalisés ;
- Intégrer les aides en matière d'eau dans les cours destinés aux futurs assistants sociaux ;
- Prendre contact avec les organismes de formation des sanitaristes pour inclure la thématique de la précarité hydrique dans leur cursus ;
- Lancer de nouvelles idées de manière à encore améliorer l'accès financier à l'eau pour tous, notamment autour d'ateliers d'intelligence collective ;

Par ailleurs, les travaux menés en 2025 ont permis d'identifier à la fois les leviers les plus efficaces et les freins persistants, notamment en matière de difficultés d'intervention technique dans le logement.

L'année 2025 a donc permis de tester, d'ajuster et de consolider les premières actions. Les enseignements tirés de leur mise en œuvre appellent désormais une programmation pluriannuelle, afin de renforcer l'impact des outils existants et de concentrer les moyens disponibles sur les leviers les plus efficaces.

4. Données relatives aux CPAS

4.1 Frais de fonctionnement des CPAS

Les frais de fonctionnement des CPAS pour l'année 2025 s'élèvent à 435.757 €. Ils s'élèvent à 9 % de la contribution.

Les derniers versements des frais de fonctionnement ont été reçus par la SPGE durant l'été 2025, ce qui a permis d'assurer le paiement des frais de fonctionnement 2024 à tous les CPAS.

Conformément à l'article R311 § 2 3°, les distributeurs versent à la SPGE pour le 31 mars de chaque année, sur le compte dénommé « Frais de fonctionnement », 10 % du montant de la contribution dont ils sont redevables en vertu de l'article 240, 2° et 3° de la partie décrétale. Conformément à l'article R311 § 3. 3°, la SPGE, pour le 30 avril de chaque année, paie à chaque CPAS les frais de fonctionnement sur un compte dénommé « Frais de fonctionnement des CPAS » pour autant que le montant ait été versé par le distributeur à la SPGE.

Il est à noter que, sur base de l'article R315 du Code de l'eau, les frais de fonctionnement des CPAS sont rémunérés forfaitairement, ce qui a pour conséquence que leur rémunération est indépendante du taux de mise en œuvre du FSE.

4.2 Constats des CPAS

RELEVÉ DES DONNÉES

L'ensemble des 252[1] CPAS concernés ont envoyé leur rapport à la SPGE.

Données	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre de rapports reçus au 30 juillet	243	237	252	253	253	253	252	252
Nombre d'heures prestées par mois par les CPAS pour le FSE (1)	2.213	2.168	2.047	2.267	2.282,5	2728,5	2.997,5	2.717,7
Nombre moyen d'heures prestées par mois par les CPAS (2)	9	9	8	9	9	11	12	12
Nombre de demandes introduites	10.388	9.691	9.934	10.631	8.711	8.397	8.136	7.566
Nombre de dossiers refusés	3.106	2.733	2.470	2.981	3.194	2819	2.831	2.929

(1) 22 CPAS n'ont pas répondu et/ou sont dans l'impossibilité de déterminer le nombre d'heures prestées (contre 19 en 2023, 24 en 2022 et 11 en 2024).

(2) En retirant le nombre de CPAS qui n'ont pas répondu à cette question.

Il est à noter que le nombre de demandes est différent de celui repris dans le corps du texte, 6.731 demandes, qui est celui généré automatiquement via la plateforme informatique et qui correspond aux demandes qui ont été effectivement concrétisées.

[1] Les communes de Bastogne et Bertogne ont fusionné en décembre 2024.

PRÉSENTATION DES INFORMATIONS DES RAPPORTS DES CPAS

Interventions : faits générateurs de l'intervention

Les 252 rapports reçus ont été analysés et ont permis de faire ressortir la répartition ci-dessous :

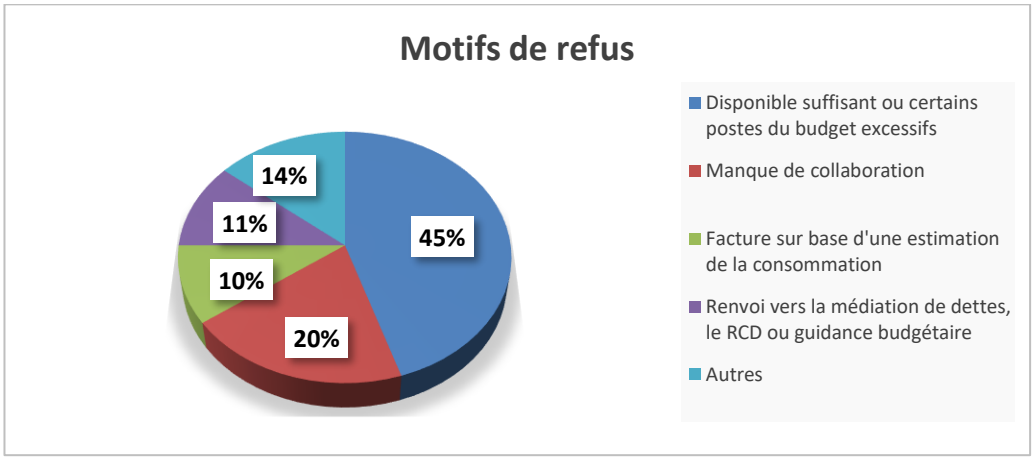
- Interventions auprès de consommateurs en défaut de paiement après le délai de la mise en demeure : 4.646 contre 4.040 en 2024, 3.669 en 2023, 3.455 en 2022 et 4.267 en 2021.
- Interventions auprès de consommateurs en difficulté financière passagère : 4.804 contre 3.670 en 2024, 4.155 en 2023, 4.422 en 2022 et 5.299 en 2021.
- Interventions auprès de consommateurs afin d'éviter le placement d'un limiteur de débit[1] : 72 contre 63 en 2024, 62 en 2023, 153 en 2022 et 81 en 2021.

Refus : raisons

Un total de 2.929 demandes FSE ont été refusées par les CPAS, contre 2.831 en 2024, 2.819 en 2023, 3.194 en 2022 et 2.981 en 2021.

Les motifs les plus fréquents de refus (communiqués par les CPAS) sont :

- Ressources disponibles suffisantes dans le chef du demandeur ou dépenses jugées excessives dans certains postes du budget : 1.318 refus, contre 1.089 en 2024, 990 en 2023, 1.112 en 2022 et 1.100 en 2021.
- Manque de collaboration ou mauvaise volonté manifeste du demandeur, qui n'effectue pas les démarches demandées : 554 refus, contre 529 en 2024, 593 en 2023, 690 en 2022 et 726 en 2021.
- Facture établie sur la base d'une estimation de la consommation : 298 refus, contre 381 en 2024, 397 en 2023, 357 en 2022 et 318 en 2021.
- Renvoi vers la médiation de dettes, le règlement collectif de dettes (RCD) ou la guidance budgétaire si le CPAS constate un endettement global 327 (contre 283 en 2024, 281 en 2023, 326 en 2022 et 303 en 2021).



[1] Dans le cadre des pouvoirs spéciaux liés à la crise du COVID-19 et pour des raisons sanitaires, il a été interdit, entre mars 2020 et octobre 2021 (fin des pouvoirs spéciaux), de poser des limiteurs de débit.

FONDS D'AMÉLIORATION TECHNIQUE (FAT)

Il y a eu 611 dossiers introduits (contre 483 en 2024, 435 en 2023, 381 en 2022 et 305 en 202) auprès du distributeur dont 31 (41 en 2024, 82 en 2023, 24 en 2022 et 16 en 2021) ont été refusés, avec justification du distributeur conformément à la législation. Sur ces 611 dossiers introduits, 202 ont été clôturés avec succès en 2025. Outre le nombre de refus, cette différence s'explique, notamment, sur le temps que prend la gestion d'un dossier FAT.

REMARQUES DE 2025

Les CPAS ont la **possibilité** de communiquer des remarques ou suggestions dans le rapport annuel qu'ils transmettent à la SPGE.

Certains CPAS ont formulé des remarques ou suggéré des améliorations. Dans le rapport à remplir par les CPAS la partie « Remarques et suggestions » comprenait 2 thèmes : le droit de tirage (difficulté ou non d'arriver au plafond des 80 %) et la gestion et l'utilisation du FAT. Une troisième partie était laissée libre aux éventuelles propositions des CPAS.

L'utilisation à moins de 80% de leur droit de tirage s'explique principalement par[1] :

- Le peu de demandes (88 CPAS contre 112 en 2024, 75 en 2023, 44 en 2022 et 30 en 2021).
- Volonté des CPAS de ne pas faire du FSE une aide « automatique » (30 CPAS contre 37 en 2024, 24 en 2023, 19 en 2022 et 26 en 2021).
- Manque d'information du public notamment sur l'importance de remise des index au distributeur (27 CPAS contre 26 en 2024, 16 en 2024 et 11 en 2023)
- Le CPAS a reçu beaucoup plus que les autres années, tout n'a pu être dépensé d'autant que les demandes sont restées "stables" ou ont diminué (16 CPAS contre 27 en 2024, 29 en 2023, 0 en 2022 et 2021).
- Demande FSE qui s'avère non justifiée après l'enquête du CPAS réalisée (12 CPAS).
- Pas de retour des personnes qui ont pourtant introduit une demande FSE ou manque de collaboration (12 CPAS contre 14 en 2024, 10 en 2023 et 2022 et 17 en 2021).
- Le CPAS travaille uniquement sur les demandes introduites par les consommateurs (11 CPAS contre 7 en 2024)

Parmi les raisons principales du peu de demandes, on retrouve également le fait que les personnes paient généralement plus vite leur facture d'eau que leur loyer, les mensualité étant plus faibles il est plus facile d'acquitter les montants dus (7 CPAS)et la question énergétique : il y a plus de demandes pour le gaz et l'électricité ce qui s'explique sans doute par le fait que les personnes s'inquiètent moins pour leur dette d'eau car elles ne risquent pas de coupure ce qui n'est pas le cas pour le gaz et l'électricité, il y a moins de pression de la part du fournisseur d'eau (3 CPAS). Enfin, 4 CPAS précisent qu'ils n'ont pas assez de personnel pour traiter l'ensemble des demandes d'aides.

En ce qui concerne les autres remarques, nous ne reprenons que celles qui sont reprises par cinq CPAS au moins :

- Plus facile et rapide depuis que la plateforme est en place (9 CPAS contre 10 en 2024).

[1] Il est à noter que lorsque cette remarque était déjà reprise les années précédentes, celle-ci est reprise afin d'affiner la réflexion.

- Avec, notamment, une indexation annuelle, le FSE est une aide précieuse dans la gestion budgétaire et doit être maintenu (11 CPAS contre 5 en 2024).
- Problème de l'index et des factures intermédiaires. Certains distributeurs refusent les photos des index et souhaitent un index réel. Le FSE devrait pouvoir intervenir sur base des estimations, les personnes ne comprennent pas toujours l'importance de l'index (6 CPAS)

Des différentes réponses, il apparait bien que la plateforme informatique fluidifie l'échange de données et, ainsi, faciliter le travail des CPAS.

En ce qui concerne le nombre d'heures prestées pour le FSE et le FAT, 22 CPAS (contre 11 en 2024, 19 en 2023, 24 en 2022 et 32 en 2021) précisent qu'il est difficile, voire impossible, de réaliser une estimation de celles-ci, car les demandes se font de façon épisodique en fonction des procédures de facturation, de rappels, de récupérations voir, dans les cas extrêmes de jugement auprès de la Justice de Paix. Il est opportun de souligner que si le nombre d'heure total consacré par l'ensemble des CPAS diminue, le nombre moyen d'heure, parmi les CPAS qui ont répondu, reste, lui, stable.

En ce qui concerne le FAT, son utilisation reste trop difficile à mettre en œuvre et devrait être simplifié car méconnu des CPAS (25 CPAS contre 8 en 2024, 7 en 2023, 3 en 2022 et 11 en 2021) et trop complexe (7 CPAS). De plus, son rôle n'est pas assez connu de la part des demandeurs (6 CPAS contre 5 en 2024) mais aussi des CPAS dont 8 souhaiteraient des formations spécifiques. Le marché sanitaristes, qui avait cours en 2022, est toujours estimé comme une excellente initiative car il est extrêmement difficile de trouver des spécialistes (9 CPAS contre 5 CPAS en 2024 et 3 en 2023).

Enfin, 43 CPAS souhaitent l'organisation de formations (contre 54 en 2024, 57 en 2023, 55 en 2022 et 50 en 2021) et 73 aimeraient avoir à disposition des supports d'informations, folders et/ou posters, (contre 144 en 2024, 143 en 2023, 131 en 2022 et 135 en 221). Enfin on peut noter que 19 CPAS n'ont pas du tout répondu à cette double question.

5. COMMUNICATION DES DONNEES

RAPPORT ANNUEL DES DISTRIBUTEURS

Les rapports des distributeurs doivent être remplis via la plateforme informatique où certaines données sont automatiquement encodées. Le rapport des distributeurs doit être disponible pour le 28 février de chaque année. Les derniers rapports des distributeurs sont parvenus à la SPGE mi-avril 2025.

RAPPORT ANNUEL DES CPAS

Les rapports des CPAS doivent parvenir pour le 31 mai de chaque année et, à cette fin, la SPGE leur adresse durant l'année de nombreux rappels. Le dernier rapport des CPAS est parvenu à la SPGE le 23 juillet 2025. Le rapport 2025 a pu être rempli directement via la plateforme informatique.

6. FORMATIONS

La SPGE participe activement aux différentes formations/informations, qui concernent, de près ou de loin le FSE, et qui sont organisées par Aquawal, la Fédération des CPAS ou encore l'UVCW.

En 2025, la SPGE a participé à trois activités externes :

- Formations de base administrative énergie (FBAE), organisées les 2 et 3 juin par la Fédération des CPAS.
- Journée-événement à destination des travailleurs sociaux consacrée à la lutte contre la précarité hydrique, organisée le 9 octobre par la Fédération des CPAS de Wallonie.
- Séance d'information à destination des Associations de Promotion du Logement, organisée le 8 décembre par l'ASBL RAPeL (Rassemblement des associations de promotion du logement).

7. DÉFINITIONS ET LEXIQUE

« Fonds social de l'Eau » (FSE) : Mécanisme financier destiné à intervenir principalement dans le paiement de la facture d'eau du consommateur[1]. Le FSE repose sur la participation de la SPGE, des distributeurs d'eau, des CPAS et qui, sur le territoire de la région de langue française, a pour objet d'intervenir dans le paiement des factures d'eau des consommateurs en difficulté de paiement et dans le financement d'interventions visant les améliorations techniques du logement (Fonds des améliorations techniques – FAT).

Consommateur : un consommateur est toute personne physique qui jouit, directement ou indirectement, de l'eau mise à disposition par un distributeur à sa résidence principale pour un usage exclusivement domestique, répondant à ses besoins et à ceux de son ménage[2].

Consommateur en difficulté de paiement : un consommateur en difficulté de paiement est le consommateur repris dans la liste (visée à l'article R.318 du Code de l'eau) transmise par le distributeur au CPAS en raison du fait qu'à l'expiration du délai de mise en demeure, il se trouve en défaut de paiement de tout ou partie de sa facture d'eau de distribution[3].

Droits de tirage initiaux (DTI) : montant total de la contribution de chaque distributeur au FSE pour l'année en cours, déterminé par la SPGE sur la base des volumes d'eau facturés l'année précédente[4].

Droits de tirage complémentaires (DTC) : montants non utilisés par les CPAS de l'année N-1 (des droits de tirage et les montants non utilisés du FAT)[5] et qui est mis à disposition des CPAS l'année N qui ont utilisé 80% ou plus de leur droit de tirage l'année N-1.

Droits de tirage uniques (DTU) : montants des droits de tirage initiaux et des droits de tirage complémentaires[6].

Facture d'eau : la facture relative à la prestation de service de fourniture d'eau de distribution majorée, le cas échéant, des frais de rappels ou de mise en demeure et des intérêts de retard[7].

Fonds d'amélioration technique (FAT) : il s'agit d'intervention financière pour le remboursement de frais concernant des améliorations techniques et dont l'objectif est d'assister les consommateurs bénéficiaires de l'intervention du Fonds social de l'Eau en vue d'une gestion rationnelle de l'eau.

[1] Article D.236 du Code l'eau.
[2] Article D.235 du Code l'eau.
[3] Article R.308 § 1er 4° du Code l'eau.
[4] Article R.311 §3 1° du Code de l'eau.
[5] Idem supra.
[6] Idem supra.
[7] Article R.308 § 1er 11° du Code l'eau.

8. ANNEXES

- Annexe 1 : m³ consommés en 2024 et répartition de la contribution 2025 par distributeur
- Annexe 2 : Evolution des données relatives au FSE (2004 à 2025)
- Annexe 3 : Utilisation du FSE et du FAT de 2014 à 2025
- Annexe 4 : Données par distributeur en 2025
- Annexe 5 : Données par CPAS en 2025
- Annexe 6 : Corrélation entre le nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, le nombre de consommateurs en défaut de paiement et le nombre d'interventions

Annexe 1 : M³ facturés et répartition de la contribution 2025 par distributeur

DISTRIBUTEURS	M³ consommés en 2024	Contribution 2025
AIEC	1 256 838	40 470,18 €
AIEM	959 595	30 898,96 €
Attert	202 127	6 508,49 €
Bièvre	163 615	5 268,40 €
Bouillon	292 116	9 406,14 €
Chimay	325 453	10 479,59 €
Chiny	209 567	6 748,06 €
CIESAC	235 906	7 596,17 €
CILE	23 275 565	749 473,19 €
Erezée	143 432	4 618,51 €
Etalle	216 942	6 985,53 €
Gedinne*	237 276	7 640,29 €
Gouvy	295 874	9 527,14 €
Habay	301 544	9 709,72 €
IDEA	3 215 601	103 542,35 €
IDEN	293 459	9 449,38 €
inBW	10 455 563	336 669,13 €
IEG	2 796 779	90 056,28 €
INASEP	2 681 231	86 335,64 €
Léglise	212 098	6 829,56 €
Libin	214 268	6 899,43 €
Libramont-Chevigny	556 806	17 929,15 €
Limbourg	357 236	11 503,00 €
Manhay	160 663	5 173,35 €
Meix-devant-Virton	95 106	3 062,41 €
Musson	172 727	5 561,81 €
Nassogne	189 141	6 090,34 €
Perwez	173 743	5 594,52 €
Rochefort	496 108	15 974,68 €
Rouvroy	93 396	3 007,35 €
Saint-Hubert	212 594	6 845,53 €
Saint-Léger	125 258	4 033,31 €
Stoumont	117 813	3 793,58 €
SWDE	97 170 661	3 128 895,28 €
Tellin	91 062	2 932,20 €
Tenneville	128 085	4 124,34 €
Theux	454 873	14 646,91 €
Tintigny	159 986	5 151,55 €
Trois-Ponts	113 171	3 644,11 €
Virton	511 514	16 470,75 €
Vresse-sur-Semois	133 524	4 299,47 €
Waimes	167 830	5 404,13 €

Annexe 2 : Evolution des données relatives au FSE

Année	Nombre d'interventions	Montant total des interventions (en €)	Montant moyen des interventions (en €)
2004	6.532	866.528,91	132,66
2005	8.991	1.259.932,65	140,13
2006	9.816	1.408.525,58	143,49
2007	9.733	1.484.249,95	152,5
2008	11.421	1.816.255,77	159,08
2009	11.008	1.971.078,66	175,02
2010	8.360	1.935.437,60	231,55
2011	7.407	1.650.054,69	222,56
2012	6.841	1.550.937,46	226,71
2013	6.563	1.530.901,07	233,26
2014	6.319	1.535.825,57	243,05
2015	8.977	2.418.600,99	269,42
2016	9.964	3.057.199,78	306,82
2017	9.891	3.344.088,06	338,09
2018	10.092	3.575.979,15	354,3
2019	9.600	3.540.812,14	368,83
2020	9.419	3.483.853,71	369,87
2021	9.814	3.890.061,86	369,38
2022	7.709	3.104.585,55	402,72
2023	7.643	3.474.903	454,65
2024	7.596	3.887.105	511,73
2025	**6.731**	**3.422.960**	**508,53**

Année	Nb de m³ facturés (hors Cté germ.)	Nb de compteurs	Nb de def. de paiem.
2004	164.063.508	1.369.503	67.580
2005	154.509.858	1.388.597	76.580
2006	160.582.414	1.377.160	103.054
2007	159.071.878	1.411.767	107.785
2008	157.059.939	1.438.560	107.623
2009	152.131.768	1.453.940	121.282
2010	153.737.947	1.481.706	119.660
2011	158.957.665	1.494.663	126.143
2012	153.151.894	1.511.178	141.505
2013	150.463.327	1.519.261	141.737
2014	152.595.702	1.540.792	141.380
2015	150.347.475	1.558.871	140.696
2016	150.269.949	1.576.039	139.411
2017	153.153.052	1.590.095	141.219
2018	153.157.420	1.607.054	147.913
2019	152.690.350	1.622.879	145.411
2020	153.616.086	1.638.945	129.948
2021	154.371.261	1.655.115	127.191
2022	151.058.028	1.669.823	134.890

2023	149.848.239	1.684.506	135.048
2024	149.666.146	1.700.124	134.315
2025	**153.650.666**	**1.711.399**	**136.876**

Annexe 3 : Utilisation du FSE et du FAT de 2014 à 2025

Utilisation du FSE 2014-2025					
Année	Montants des interventions	Droit de tirage initiaux	Pourcentage d'utilisation sur les DTI	Droits de tirage totaux disponibles	Pourcentage d'utilisation sur les DTT
2014	1 535 826 €	1 598 673 €	96%	1 907 273 €	81%
2015[1]	2 418 600 €	3 165 589 €	76%	3 474 189 €	70%
2016	3 057 200 €	3 120 071 €	98%	4 077 136 €	75%
2017	3 344 088 €	2 941 988 €	114%	3 946 800 €	85%
2018	3 575 979 €	3 102 317 €	115%	4 044 024 €	88%
2019	3 540 812 €	3 155 841 €	112%	4 345 274 €	81%
2020	3 483 854 €	3 233 191 €	108%	4 495 170 €	78%
2021	3 890 062 €	3 342 686 €	116%	5 372 441 €	72%
2022	3 104 586 €	3 396 168 €	91%	4 887 359 €	64%
2023	3 474 903 €	3 456 208 €	101%	6 250 824 €	56%
2024	3 887 105 €	3 775 594 €	103%	6 825 526 €	57%
2025	3 422 960 €	3 772 566 €	91%	7 069 192 €	48%

Utilisation du FAT 2014-2025					
Année	FAT utilisé	FAT disponible	% d'utilisation	Fat cumulé	% cumulé
2014	8 595 €	94 040 €	9%	94 040 €	9%
2015	16 637 €	186 211 €	9%	186 211 €	9%
2016	16 038 €	183 534 €	9%	183 534 €	9%
2017	24 187 €	367 748 €	7%	367 748 €	7%
2018	41 592 €	387 790 €	11%	387 790 €	11%
2019	74 719 €	394 480 €	19%	394 480 €	19%
2020	46 678 €	413 791 €	11%	413 791 €	11%
2021	59 068 €	398 811 €	15%	765 881 €	8%
2022	121 057 €	424 521 €	29%	1 131 335 €	11%
2023	72 520 €	422 527 €	17%	422 527 €	17%
2024	50 751 €	481 013 €	11%	481 013 €	11%
2025	43 806 €	483 949 €	9%	483 949 €	9%

[1] C'est avec effet au 1er janvier 2015 que la contribution est, désormais, annuellement indexée mais aussi doublée par rapport à 2014, passant de 0,0125 à 0,0250€/m³ (Décret programme du 12 décembre 2014). En 2025 la contribution est de 0,0332.

Annexe 4 : Données par distributeur en 2025

Distributeur	Nb. Compteurs	Nb. dem. FSE	DTI	DTC	DTU	DTU cons.	% d'uti. FSE sur DTI	% d'uti. FSE sur DTU	Nb dem. FAT	Total des interv. FAT (y compris forfait)	FAT disponible	% d'ut. FAT
AIEC	14 492	147	32 376,15 €	27 191,40 €	59 567,54 €	39 069,78 €	121%	66%	1	540,00 €	4 047,00 €	13%
AIEM	13 601	118	24 719,17 €	39 708,30 €	64 427,46 €	52 949,04 €	214%	82%	0	0,00 €	3 090,00 €	0%
Attert	2 440	22	5 206,79 €	10 389,30 €	15 596,09 €	12 169,59 €	234%	78%	0	0,00 €	651,00 €	0%
Bièvre	2 242	16	4 214,73 €	3 629,90 €	7 844,63 €	7 390,37 €	175%	94%	0	0,00 €	527,00 €	0%
Bouillon	3 736	108	7 524,91 €	25 229,87 €	32 754,78 €	32 081,86 €	426%	98%	0	0,00 €	941,00 €	0%
Chimay	3 328	12	8 383,67 €	8 747,66 €	17 131,33 €	7 494,26 €	89%	44%	0	0,00 €	1 048,00 €	0%
Chiny	2 895	68	5 398,45 €	16 760,97 €	22 159,42 €	22 159,41 €	410%	100%	0	0,00 €	675,00 €	0%
CIESAC	2 884	11	6 076,94 €	1 313,88 €	7 390,82 €	3 429,63 €	56%	46%	1	839,62 €	760,00 €	110%
CILE	273 959	1 145	599 578,55 €	790 035,68 €	1 389 614,23 €	823 091,17 €	137%	59%	48	14 544,01 €	74 947,00 €	19%
Erezée	2 448	45	3 694,81 €	9 654,79 €	13 349,59 €	12 207,22 €	330%	91%	0	0,00 €	462,00 €	0%
Etalle	2 844	41	5 588,43 €	10 556,86 €	16 145,29 €	13 257,84 €	237%	82%	0	0,00 €	699,00 €	0%
Gedinne	2 998	9	6 112,23 €	8 329,32 €	14 441,55 €	6 226,20 €	102%	43%	0	0,00 €	764,00 €	0%
Gouvy	3 128	16	7 621,71 €	6 523,51 €	14 145,23 €	9 297,56 €	122%	66%	1	416,21 €	953,00 €	44%
Habay	4 075	10	7 767,77 €	0,00 €	7 767,77 €	2 709,80 €	35%	35%	0	0,00 €	971,00 €	0%
IDEN	3 479	44	7 559,50 €	9 206,85 €	16 766,36 €	15 412,01 €	204%	92%	0	0,00 €	10 354,00 €	0%
IEG	24 549	96	72 045,03 €	0,00 €	72 045,03 €	40 617,20 €	56%	56%	2	611,35 €	945,00 €	65%
IDEA	491								0			
INASEP	40 333	160	69 068,51 €	16 819,62 €	85 889,13 €	53 970,46 €	78%	63%	0	0,00 €	9 006,00 €	0%
inBW	91 336	389	269 335,30 €	126 281,36 €	395 616,66 €	150 990,20 €	56%	38%	0	0,00 €	8 634,00 €	0%
Léglise	2 767	20	5 463,64 €	10 806,58 €	16 270,23 €	8 026,82 €	147%	49%	0	0,00 €	683,00 €	0%
Libin	2 928	13	5 519,54 €	7 973,41 €	13 492,95 €	5 660,11 €	103%	42%	1	90,10 €	690,00 €	13%
Libramont	6 552	5	14 343,32 €	0,00 €	14 343,32 €	3 382,57 €	24%	24%	0	0,00 €	1 793,00 €	0%

Limbourg	**1 385**	**6**	**9 202,40 €**	**0,00 €**	**9 202,40 €**	**2 560,23 €**	**28%**	**28%**	0	0,00 €	1 150,00 €	0%
Manhay	**2 152**	**26**	**4 138,68 €**	**5 953,01 €**	**10 091,68 €**	**8 403,11 €**	**203%**	**83%**	0	0,00 €	517,00 €	0%
Meix-dvt-Virton	**1 433**	**5**	**2 449,93 €**	**0,00 €**	**2 449,93 €**	**708,26 €**	**29%**	**29%**	0	0,00 €	306,00 €	0%
Musson	**2 226**	**47**	**4 449,45 €**	**13 820,05 €**	**18 269,50 €**	**15 496,92 €**	**348%**	**85%**	0	0,00 €	556,00 €	0%
Nassogne	**2 634**	**10**	**4 872,27 €**	**12 373,50 €**	**17 245,77 €**	**3 325,44 €**	**68%**	**19%**	0	0,00 €	609,00 €	0%
Perwez	**2 588**	**10**	**4 475,62 €**	**4 558,49 €**	**9 034,11 €**	**2 465,88 €**	**55%**	**27%**	0	0,00 €	559,00 €	0%
Rochefort	**5 911**	**13**	**12 779,74 €**	**0,00 €**	**12 779,74 €**	**5 115,46 €**	**40%**	**40%**	0	0,00 €	1 597,00 €	0%
Rouvroy	**1 019**	**7**	**2 405,88 €**	**0,00 €**	**2 405,88 €**	**1 924,63 €**	**80%**	**80%**	1	363,66 €	301,00 €	121%
Saint-Hubert	**3 112**	**27**	**5 476,42 €**	**11 245,75 €**	**16 722,17 €**	**9 988,51 €**	**182%**	**60%**	0	0,00 €	685,00 €	0%
Saint-Léger	**1 729**	**11**	**3 226,65 €**	**0,00 €**	**3 226,65 €**	**2 392,78 €**	**74%**	**74%**	0	0,00 €	403,00 €	0%
Stoumont	**1 583**	**23**	**3 034,86 €**	**5 427,81 €**	**8 462,67 €**	**7 832,87 €**	**258%**	**93%**	0	0,00 €	379,00 €	0%
SWDE	**1 157 937**	**3 947**	**2 503 116,22 €**	**2 071 687,44 €**	**4 574 803,66 €**	**1 999 331,28 €**	**80%**	**44%**	146	36 362,31 €	312 890,00 €	12%
Tellin	**1 248**	**7**	**2 345,76 €**	**0,00 €**	**2 345,76 €**	**1 140,70 €**	**49%**	**49%**	0	0,00 €	293,00 €	0%
Tenneville	**1 517**	**0**	**3 299,47 €**	**0,00 €**	**3 299,47 €**	**0,00 €**	**0%**	**0%**	0	0,00 €	412,00 €	0%
Theux	**5 428**	**8**	**11 717,53 €**	**10 673,05 €**	**22 390,58 €**	**5 768,20 €**	**49%**	**26%**	0	0,00 €	1 465,00 €	0%
Tintigny	**2 211**	**57**	**4 121,24 €**	**13 204,67 €**	**17 325,91 €**	**16 279,74 €**	**395%**	**94%**	0	0,00 €	515,00 €	0%
Trois-Ponts	**1 618**	**14**	**2 915,28 €**	**3 098,41 €**	**6 013,69 €**	**2 232,06 €**	**77%**	**37%**	0	0,00 €	364,00 €	0%
Virton	**5 924**	**9**	**13 176,60 €**	**11 944,61 €**	**25 121,21 €**	**11 504,83 €**	**87%**	**46%**	1	202,09 €	1 647,00 €	12%
Vresse-sur-Semois	**2 232**	**2**	**3 439,58 €**	**0,00 €**	**3 439,58 €**	**695,22 €**	**20%**	**20%**	0	0,00 €	430,00 €	0%
Waimes	**7**	**7**	**4 323,30 €**	**3 479,51 €**	**7 802,81 €**	**4 200,44 €**	**97%**	**54%**	0	0,00 €	540,00 €	0%

Annexe 5 : Données par CPAS en 2025

CPAS	Distributeurs	Nb de compteurs	Montant total des interventions	Nb d'inter-ventions	Nb de consommateurs en défaut de paiement
Aiseau-Presles	SWDE	5156	10 630,27 €	18	491
Amay	SWDE	6695	21 621,84 €	27	455
Andenne	SWDE	13120	12 856,37 €	28	832
Anderlues	SWDE	6063	9 861,91 €	12	520
Anhée	AIEM	3532	9 435,79 €	28	228
Ans	CILE	13749	14 077,24 €	14	1479
Anthisnes	CILE	2047	1 640,00 €	5	108
Antoing	SWDE	3831	1 867,83 €	2	309
Arlon	SWDE	15231	15 791,24 €	29	900
Assesse	SWDE	3169	3 667,88 €	13	123
Ath	SWDE	15287	11 089,07 €	22	888
Attert	Attert	2440	12 169,59 €	22	183
Aubange	SWDE	8049	7 825,30 €	29	604
Aubel	SWDE	2032	1 002,52 €	3	76
Awans	CILE	4497	4 403,98 €	14	401
Aywaille	SWDE	6106	11 054,84 €	34	289
Baelen	SWDE	2053	525,18 €	1	111
Bassenge	SWDE	4214	3 523,42 €	8	254
Bastogne	SWDE	10201	2 418,45 €	5	549
Beaumont	SWDE	3499	7 455,22 €	24	222
Beauraing	INASEP	2826	4 368,86 €	7	148
Beauraing	SWDE	2223	2 232,41 €	7	144
Beauvechain	SWDE	3087	1 215,35 €	3	119
Beloeil	SWDE	6980	3 304,60 €	7	498
Berloz	SWDE	1474	5 899,94 €	16	74
Bernissart	SWDE	5815	5 533,98 €	9	450
Bertrix	SWDE	4765	16 854,55 €	26	306
Beyne-Heusay	CILE	5690	4 339,67 €	9	620
Bièvre	Bièvre	2242	7 390,37 €	16	361
Binche	SWDE	16589	20 536,50 €	39	1376
Blegny	CILE	6453	4 181,41 €	20	511
Bouillon	Bouillon	3736	32 754,80 €	108	318
Boussu	SWDE	9941	2 549,48 €	4	989
Braine-l'Alleud	inBW	13431	9 191,93 €	24	1135
Braine-l'Alleud	SWDE	3709	469,94 €	2	144
Braine-le-Château	inBW	1576	1 957,78 €	8	147
Braine-le-Château	SWDE	2979	6 599,40 €	8	115
Braine-le-Comte	SWDE	10513	7 987,50 €	53	585

Braives	SWDE	2857	928,68 €	3	131
Brugelette	SWDE	1840	6 336,90 €	9	122
Brunehaut	SWDE	3714	2 398,18 €	6	207
Burdinne	SWDE	1425	461,26 €	1	52
Celles	SWDE	2601	1 180,02 €	4	112
Cerfontaine	INASEP	2154	1 278,27 €	2	106
Cerfontaine	SWDE	456	0,00 €	0	44
Chapelle-lez-Herlaimont	SWDE	7436	13 117,59 €	52	628
Charleroi	SWDE	94497	394 636,00 €	271	13668
Chastre	SWDE	3098	6 060,29 €	22	110
Châtelet	SWDE	17535	47 644,42 €	31	2260
Chaudfontaine	CILE	10080	10 159,39 €	32	764
Chaumont-Gistoux	SWDE	5096	10 743,94 €	42	164
Chièvres	SWDE	3228	3 753,13 €	12	172
Chimay	Chimay	3328	7 494,26 €	12	375
Chimay	SWDE	1336	1 294,90 €	4	90
Chiny	Chiny	2895	22 159,41 €	68	207
Ciney	AIEC	3913	2 742,70 €	11	177
Ciney	SWDE	4450	3 058,21 €	18	292
Clavier	CIESAC	2381	1 889,40 €	4	311
Colfontaine	SWDE	9922	18 633,22 €	24	1233
Comblain-au-Pont	CILE	2664	1 532,13 €	6	246
Comines-Warneton	SWDE	9036	5 142,56 €	14	645
Courcelles	SWDE	14962	35 267,64 €	38	1516
Court-Saint-Etienne	inBW	4881	5 485,16 €	15	397
Couvin	INASEP	6885	6 085,41 €	15	354
Couvin	SWDE	690	0,00 €	0	39
Crisnée	SWDE	1706	1 371,15 €	12	79
Dalhem	SWDE	3554	12 078,45 €	32	129
Daverdisse	SWDE	968	1 173,19 €	3	39
Dinant	SWDE	6646	2 597,52 €	7	529
Dison	SWDE	5980	20 690,02 €	48	649
Doische	SWDE	1551	952,31 €	2	101
Donceel	SWDE	1454	1 919,24 €	4	48
Dour	SWDE	8277	31 745,48 €	42	912
Durbuy	SWDE	7234	7 287,98 €	13	277
Ecaussinnes	SWDE	5363	2 210,62 €	5	348
Eghezée	SWDE	7045	4 704,87 €	15	253
Ellezelles	SWDE	2731	474,59 €	3	123
Enghien	SWDE	6825	11 877,57 €	37	357
Engis	SWDE	3121	2 144,26 €	4	286
Erezée	Erezée	2448	12 207,22 €	45	219
Erquelinnes	SWDE	4861	5 559,86 €	11	492

Esneux	CILE	6620	3 755,31 €	11	433
Estaimpuis	SWDE	5095	1 407,90 €	6	302
Estinnes	SWDE	3577	6 138,89 €	15	246
Etalle	Etalle	2844	13 257,84 €	41	52
Faimes	SWDE	1754	2 164,44 €	8	57
Farciennes	SWDE	4868	16 318,78 €	21	528
Fauvillers	SWDE	1216	5 555,82 €	33	42
Fernelmont	SWDE	3697	2 280,82 €	14	157
Ferrières	SWDE	2575	1 270,00 €	2	84
Fexhe-le-Haut-Clocher	CILE	1571	1 920,74 €	14	124
Flémalle	CILE	13493	16 913,50 €	37	1688
Fléron	CILE	7685	6 516,68 €	17	708
Fleurus	SWDE	11136	23 382,76 €	38	891
Flobecq	SWDE	1691	1 039,29 €	9	101
Floreffe	SWDE	3610	1 692,19 €	3	123
Florennes	INASEP	5543	6 906,71 €	25	256
Florenville	SWDE	3431	11 236,37 €	17	247
Fontaine-l'Evêque	SWDE	8668	6 030,06 €	35	842
Fosses-la-Ville	AIEM	1718	3 302,05 €	10	135
Fosses-la-Ville	INASEP	3232	6 488,91 €	31	197
Frameries	SWDE	10534	25 204,08 €	46	1053
Frasnes	SWDE	5670	5 485,52 €	29	287
Froidchapelle	SWDE	1606	54,35 €	1	81
Gedinne	Gedinne	2998	6 226,20 €	9	297
Geer	SWDE	1528	561,52 €	3	49
Gembloux	SWDE	11832	3 109,72 €	34	483
Genappe	inBW	7288	18 376,87 €	46	649
Gerpinnes	SWDE	6242	3 671,07 €	11	318
Gesves	SWDE	3210	4 061,71 €	18	113
Gouvy	Gouvy	3128	9 297,56 €	16	110
Grâce-Hollogne	CILE	10854	15 304,04 €	36	1196
Grez-Doiceau	SWDE	6081	4 019,95 €	24	232
Habay	Habay	4075	2 709,80 €	10	20
Hamoir	CILE	1945	6 345,18 €	9	161
Hamois	AIEC	1950	10 697,97 €	44	105
Hamois	SWDE	1361	2 005,67 €	11	76
Ham-s/-Heure-Nalinnes	SWDE	6420	7 722,39 €	22	282
Hannut	SWDE	7811	5 546,36 €	14	391
Hastière	INASEP	2408	3 069,76 €	7	133
Hastière	SWDE	616	0,00 €	0	51
Havelange	AIEC	2443	2 396,09 €	10	116
Havelange	SWDE	248	0,00 €	0	14
Hélécine	SWDE	1782	4 008,15 €	11	110
Hensies	SWDE	3333	4 174,70 €	14	300

Herbeumont	SWDE	1049	565,90 €	5	62
Héron	SWDE	2353	1 013,80 €	5	101
Herstal	CILE	18372	20 264,48 €	41	2388
Herstal	SWDE	398	0,00 €	0	34
Herve	SWDE	8121	19 418,19 €	60	382
Honnelles	SWDE	2603	2 362,17 €	6	189
Hotton	AIEC	2803	9 076,77 €	31	198
Houffalize	SWDE	3493	1 569,36 €	7	155
Houyet	INASEP	2027	2 790,39 €	17	89
Houyet	SWDE	805	1 221,35 €	4	39
Huy	CILE	11110	8 874,45 €	25	1257
Incourt	SWDE	2491	620,71 €	5	97
Ittre	SWDE	2905	2 431,52 €	12	84
Jalhay	SWDE	4003	4 271,81 €	12	138
Jemeppe-s/-Sambre	SWDE	8640	10 340,88 €	35	627
Jodoigne	SWDE	6628	9 635,47 €	23	358
Juprelle	SWDE	4498	11 045,49 €	15	220
Jurbise	SWDE	5171	5 290,59 €	42	253
LaBruyère	SWDE	3891	2 487,13 €	9	138
LaHulpe	inBW	3366	6 269,18 €	10	303
LaLouvière	SWDE	38176	82 834,20 €	97	4427
LaRoche-en-Ardenne	SWDE	3279	1 171,62 €	5	130
Lasne	inBW	6303	4 898,36 €	26	583
Léglise	Léglise	2767	8 026,82 €	20	149
Lens	SWDE	2161	790,64 €	4	264
LeRoeulx	SWDE	4252	3 930,67 €	12	135
Les-Bons-Villers	inBW	553	0,00 €	0	38
Les-Bons-Villers	SWDE	3814	2 525,60 €	10	203
Lessines	SWDE	9030	18 908,17 €	45	747
Leuze-en-Hainaut	SWDE	7030	2 222,40 €	6	430
Libin	Libin	2928	5 660,11 €	13	19
Libramont	Libramont	6552	3 382,57 €	5	229
Liège	CILE	95649	510 647,83 €	536	12284
Lierneux	SWDE	1851	928,58 €	3	81
Limbourg	Limbourg	1385	2 560,23 €	6	37
Limbourg	SWDE	1345	2 395,31 €	6	90
Lincent	SWDE	1470	1 012,54 €	6	95
Lobbes	SWDE	2769	7 877,33 €	20	118
Malmedy	SWDE	6644	7 110,78 €	13	259
Manage	SWDE	10433	28 021,99 €	61	892
Manhay	Manhay	2152	8 403,11 €	26	45
Manhay	SWDE	32	0,00 €	0	2
Marche-en-Famenne	SWDE	8908	10 030,61 €	19	525

Marchin	CILE	2667	3 977,08 €	15	217
Martelange	SWDE	1072	2 285,11 €	11	61
Meix-devant-Virton	Meix-devant-Virton	1433	708,26 €	5	42
Merbes-le-Château	SWDE	1959	540,69 €	1	171
Messancy	SWDE	3905	613,41 €	2	146
Mettet	AIEM	6592	31 274,94 €	44	499
Modave	CILE	1854	1 128,63 €	4	144
Modave	IDEN	135	0,00 €	0	10
Momignies	SWDE	2453	1 928,92 €	7	157
Mons	SWDE	50660	123 880,11 €	181	4656
Mont-de-l'Enclus	SWDE	1745	3 723,42 €	37	70
Montigny-le-Tilleul	SWDE	4793	6 594,11 €	10	296
Mont-Saint-Guibert	inBW	3882	775,88 €	4	319
Morlanwelz	SWDE	8778	44 506,29 €	36	785
Mouscron	IEG	24549	40 617,20 €	96	1272
Mouscron	SWDE	3907	3 357,47 €	10	232
Musson	Musson	2226	15 496,92 €	47	180
Namur	SWDE	47320	43 253,00 €	48	2592
Nandrin	IDEN	2697	13 769,86 €	36	50
Nassogne	Nassogne	2634	3 325,44 €	10	204
Neufchâteau	SWDE	4143	4 233,08 €	18	257
Neupré	SWDE	4723	2 698,60 €	12	173
Nivelles	SWDE	12758	4 925,75 €	15	416
Ohey	SWDE	2428	4 436,57 €	33	93
Olne	SWDE	1895	2 747,09 €	8	81
Onhaye	AIEM	1759	8 936,26 €	36	172
Oreye	SWDE	1872	1 456,70 €	4	127
Orp-Jauche	SWDE	4001	9 188,59 €	18	178
Ottignies-Louvain-la-Nv.	inBW	12356	11 723,64 €	35	990
Ottignies-Louvain-la-Nv.	SWDE	7	0,00 €	30	30
Ouffet	CIESAC	299	161,10 €	1	30
Ouffet	CILE	1096	576,52 €	3	88
Oupeye	SWDE	11974	5 754,18 €	20	772
Paliseul	SWDE	2942	2 783,05 €	15	166
Pecq	SWDE	2800	5 544,44 €	14	170
Pepinster	SWDE	4349	8 339,69 €	8	304
Péruwelz	SWDE	8686	77 309,15 €	88	721
Perwez	Perwez	2588	2 465,88 €	10	180
Perwez	SWDE	2108	0,00 €	0	77
Philippeville	INASEP	4519	4 351,50 €	9	245
Plombières	SWDE	4704	861,68 €	5	213
Pont-à-Celles	SWDE	7845	24 589,81 €	33	381

Profondeville	SWDE	5509	3 216,39 €	5	228
Quaregnon	SWDE	9218	66 153,23 €	83	982
Quévy	SWDE	3933	7 059,19 €	25	268
Quiévrain	SWDE	3554	10 761,72 €	29	463
Ramillies	SWDE	2761	2 512,99 €	8	111
Rebecq	SWDE	4785	11 820,13 €	42	220
Remicourt	SWDE	2677	2 146,33 €	17	122
Rendeux	SWDE	1904	133,90 €	1	65
Rixensart	inBW	4150	10 884,95 €	45	328
Rixensart	SWDE	5794	2 361,24 €	15	175
Rochefort	Rochefort	5911	5 115,46 €	13	440
Rochefort	SWDE	809	0,00 €	0	51
Rouvroy	Rouvroy	1019	1 924,63 €	7	67
Rumes	SWDE	2550	10 514,26 €	15	87
Sainte-Ode	SWDE	1356	1 213,46 €	5	55
Saint-Georges-s/-Meuse	SWDE	3479	4 966,62 €	15	226
Saint-Ghislain	SWDE	11810	15 700,58 €	45	874
Saint-Hubert	Saint-Hubert	3112	9 988,51 €	27	271
Saint-Léger	Saint-Léger	1729	2 392,78 €	11	76
Saint-Nicolas	CILE	11365	57 228,08 €	71	1452
Sambreville	SWDE	13355	26 156,44 €	43	1109
Seneffe	SWDE	5430	4 483,48 €	15	240
Seraing	CILE	31219	101 090,35 €	163	4627
Silly	SWDE	3643	4 044,97 €	11	150
Sivry-Rance	SWDE	2351	2 036,47 €	7	123
Soignies	SWDE	13112	19 028,20 €	154	823
Sombreffe	SWDE	3647	2 583,49 €	5	164
Somme-Leuze	AIEC	3383	14 156,25 €	51	169
Soumagne	SWDE	7795	9 481,94 €	50	429
SPA	SWDE	5217	2 666,47 €	15	322
Sprimont	SWDE	7238	5 188,12 €	23	330
Stavelot	SWDE	3671	8 381,66 €	42	163
Stoumont	Stoumont	1583	7 832,87 €	23	73
Tellin	Tellin	1248	1 140,70 €	7	115
Tenneville	SWDE	27	0,00 €	0	5
Tenneville	Tenneville	1517	0,00 €	0	81
Theux	SWDE	264	625,00 €	1	58
Theux	Theux	5428	5 768,20 €	8	420
Thimister-Clermont	SWDE	2535	4 284,98 €	17	66
Thuin	SWDE	7362	3 050,83 €	13	415
Tinlot	CIESAC	204	1 379,13 €	6	29
Tinlot	CILE	443	2 376,91 €	16	26
Tinlot	IDEN	647	1 642,17 €	8	0
Tintigny	Tintigny	2211	16 279,74 €	57	149

Tournai	SWDE	36811	10 292,86 €	36	2648
Trois-Ponts	Trois-Ponts	1618	2 232,06 €	14	55
Trooz	CILE	4061	11 710,43 €	17	414
Tubize	SWDE	11998	8 166,38 €	32	607
Vaux-sur-Sûre	SWDE	2982	1 160,40 €	14	102
Verlaine	SWDE	1879	4 586,21 €	9	54
Verviers	SWDE	23643	78 134,72 €	106	2401
Vielsalm	SWDE	4255	4 717,10 €	9	182
Villers-la-Ville	inBW	4791	10 155,83 €	38	416
Villers-le-Bouillet	SWDE	3121	8 506,74 €	27	158
Viroinval	INASEP	2449	11 063,38 €	25	130
Viroinval	SWDE	1022	737,72 €	5	74
Virton	Virton	5924	11 504,83 €	9	457
Visé	CILE	8775	14 127,14 €	30	809
Vresse-sur-Semois	Vresse-sur-Semois	2232	695,22 €	2	34
Waimes	SWDE	1623	730,36 €	3	67
Waimes	Waimes	7	3 086,53 €	7	42
Walcourt	INASEP	8290	7 567,27 €	22	385
Walcourt	SWDE	666	0,00 €	0	56
Walhain	SWDE	3051	2 303,52 €	13	84
Wanze	SWDE	6390	12 491,51 €	35	362
Waremme	SWDE	6801	1 463,51 €	2	402
Wasseiges	SWDE	1405	0,00 €	0	94
Waterloo	inBW	12946	11 532,25 €	25	1272
Wavre	inBW	15813	59 738,37 €	113	1429
Wavre	SWDE	10	0,00 €	59	59
Welkenraedt	SWDE	4780	1 708,52 €	3	199
Wellin	SWDE	1709	7 788,14 €	21	69
Yvoir	SWDE	4067	1 348,68 €	4	142

XX : CPAS qui ont plusieurs distributeurs sur leur territoire

XX : CPAS dont la commune est, ou est aussi, distributeur

Annexe 6 : Corrélation entre le nombre de bénéficiaires du droit à l'intégration sociale, le nombre de consommateurs en défaut de paiement et le nombre d'interventions

CPAS	Distributeurs	Nb de DIS	Nb défaut pmt.	Nb d'interv.	Nb défaut pmt/nb de DIS	Nb d'interv./nb de DIS	Nb d'interv. /nb défaut pmt.
Aiseau-Presles	SWDE	250	491	18	196%	7%	4%
Amay	SWDE	465	455	27	98%	6%	6%
Andenne	SWDE	706	832	28	118%	4%	3%
Anderlues	SWDE	339	520	12	153%	4%	2%
Anhée	AIEM	126	228	28	181%	22%	12%
Ans	CILE	924	1 479	14	160%	2%	1%
Anthisnes	CILE	42	108	5	257%	12%	5%
Antoing	SWDE	123	309	2	251%	2%	1%
Arlon	SWDE	522	900	29	172%	6%	3%
Assesse	SWDE	56	123	13	220%	23%	11%
Ath	SWDE	733	888	22	121%	3%	2%
Attert	Attert	22	183	22	832%	100%	12%
Aubange	SWDE	244	604	29	248%	12%	5%
Aubel	SWDE	45	76	3	169%	7%	4%
Awans	CILE	164	401	14	245%	9%	3%
Aywaille	SWDE	254	289	34	114%	13%	12%
Baelen	SWDE	39	111	1	285%	3%	1%
Bassenge	SWDE	109	254	8	233%	7%	3%
Bastogne	SWDE	348	549	5	158%	1%	1%
Beaumont	SWDE	210	222	24	106%	11%	11%
Beauraing	INASEP	237	148	7	62%	3%	5%
Beauraing	SWDE		144	7	61%	3%	5%
Beauvechain	SWDE	38	119	3	313%	8%	3%
Beloeil	SWDE	170	498	7	293%	4%	1%
Berloz	SWDE	48	74	16	154%	33%	22%
Bernissart	SWDE	224	450	9	201%	4%	2%
Bertrix	SWDE	207	306	26	148%	13%	8%
Beyne-Heusay	CILE	351	620	9	177%	3%	1%
Bièvre	Bièvre	56	361	16	645%	29%	4%
Binche	SWDE	1 030	1 376	39	134%	4%	3%
Blegny	CILE	202	511	20	253%	10%	4%
Bouillon	Bouillon	180	318	108	177%	60%	34%
Boussu	SWDE	1 146	989	4	86%	0%	0%
Braine-l'Alleud	inBW	381	1 135	24	298%	6%	2%
Braine-l'Alleud	SWDE		144	2	38%	0%	1%
Braine-le-Château	inBW	108	147	8	136%	0%	5%
Braine-le-Château	SWDE		115	8	106%	7%	7%

Braine-le-Comte	SWDE	555	585	53	105%	10%	9%
Braives	SWDE	60	131	3	218%	5%	2%
Brugelette	SWDE	43	122	9	284%	21%	7%
Brunehaut	SWDE	80	207	6	259%	8%	3%
Burdinne	SWDE	20	52	1	260%	5%	2%
Celles	SWDE	57	112	4	196%	7%	4%
Cerfontaine	INASEP	53	106	2	200%	4%	2%
Cerfontaine	SWDE		44	0	83%	0%	0%
Chapelle-lez-Herlaimont	SWDE	366	628	52	172%	14%	8%
Charleroi	SWDE	12 975	13 668	271	105%	2%	2%
Chastre	SWDE	114	110	22	96%	19%	20%
Châtelet	SWDE	2 089	2 260	31	108%	1%	1%
Chaudfontaine	CILE	373	764	32	205%	9%	4%
Chaumont-Gistoux	SWDE	164	164	42	100%	26%	26%
Chièvres	SWDE	92	172	12	187%	13%	7%
Chimay	Chimay	381	375	12	98%	3%	3%
Chimay	SWDE		90	4	24%	1%	4%
Chiny	Chiny	74	207	68	280%	92%	33%
Ciney	AIEC	355	177	11	50%	3%	6%
Ciney	SWDE		292	18	82%	5%	6%
Clavier	CIESAC	43	311	4	723%	9%	1%
Colfontaine	SWDE	994	1 233	24	124%	2%	2%
Comblain-au-Pont	CILE	128	246	6	192%	5%	2%
Comines-Warneton	SWDE	420	645	14	154%	3%	2%
Courcelles	SWDE	1 155	1 516	38	131%	3%	3%
Court-Saint-Etienne	inBW	190	397	15	209%	8%	4%
Couvin	INASEP	440	354	15	80%	3%	4%
Couvin	SWDE		39	0	9%	0%	0%
Crisnée	SWDE	42	79	12	188%	29%	15%
Dalhem	SWDE	81	129	32	159%	40%	25%
Daverdisse	SWDE	16	39	3	244%	19%	8%
Dinant	SWDE	633	529	7	84%	1%	1%
Dison	SWDE	1 043	649	48	62%	5%	7%
Doische	SWDE	39	101	2	259%	5%	2%
Donceel	SWDE	17	48	4	282%	24%	8%
Dour	SWDE	599	912	42	152%	7%	5%
Durbuy	SWDE	249	277	13	111%	5%	5%
Ecaussinnes	SWDE	224	348	5	155%	2%	1%
Eghezée	SWDE	91	253	15	278%	16%	6%
Ellezelles	SWDE	31	123	3	397%	10%	2%
Enghien	SWDE	318	357	37	112%	12%	10%

Engis	SWDE	245	286	4	117%	2%	1%
Erezée	Erezée	45	219	45	487%	100%	21%
Erquelinnes	SWDE	329	492	11	150%	3%	2%
Esneux	CILE	228	433	11	190%	5%	3%
Estaimpuis	SWDE	102	302	6	296%	6%	2%
Estinnes	SWDE	206	246	15	119%	7%	6%
Etalle	Etalle	64	52	41	81%	64%	79%
Faimes	SWDE	37	57	8	154%	22%	14%
Farciennes	SWDE	582	528	21	91%	4%	4%
Fauvillers	SWDE	27	42	33	156%	122%	79%
Fernelmont	SWDE	61	157	14	257%	23%	9%
Ferrières	SWDE	52	84	2	162%	4%	2%
Fexhe-le-Haut-Clocher	CILE	22	124	14	564%	64%	11%
Flémalle	CILE	1 128	1 688	37	150%	3%	2%
Fléron	CILE	457	708	17	155%	4%	2%
Fleurus	SWDE	621	891	38	143%	6%	4%
Flobecq	SWDE	43	101	9	235%	21%	9%
Floreffe	SWDE	69	123	3	178%	4%	2%
Florennes	INASEP	298	256	25	86%	8%	10%
Florenville	SWDE	102	247	17	242%	17%	7%
Fontaine-l'Evêque	SWDE	681	842	35	124%	5%	4%
Fosses-la-Ville	AIEM	204	135	10	66%	5%	7%
Fosses-la-Ville	INASEP		197	31	97%	15%	16%
Frameries	SWDE	890	1 053	46	118%	5%	4%
Frasnes	SWDE	119	287	29	241%	24%	10%
Froidchapelle	SWDE	97	81	1	84%	1%	1%
Gedinne	Gedinne	91	297	9	326%	10%	3%
Geer	SWDE	27	49	3	181%	11%	6%
Gembloux	SWDE	401	483	34	120%	8%	7%
Genappe	inBW	176	649	46	369%	26%	7%
Gerpinnes	SWDE	146	318	11	218%	8%	3%
Gesves	SWDE	81	113	18	140%	22%	16%
Gouvy	Gouvy	63	110	16	175%	25%	15%
Grâce-Hollogne	CILE	873	1 196	36	137%	4%	3%
Grez-Doiceau	SWDE	146	232	24	159%	16%	10%
Habay	Habay	88	20	10	23%	11%	50%
Hamoir	CILE	81	161	9	199%	11%	6%
Hamois	AIEC	92	105	44	114%	48%	42%
Hamois	SWDE		76	11	83%	12%	14%
Ham-s/-Heure-Nalinnes	SWDE	161	282	22	175%	14%	8%
Hannut	SWDE	267	391	14	146%	5%	4%
Hastière	INASEP	119	133	7	112%	6%	5%
Hastière	SWDE		51	0	43%	0%	0%
Havelange	AIEC	77	116	10	151%	13%	9%

Havelange	SWDE		14	0	18%	0%	0%
Hélécine	SWDE	57	110	11	193%	19%	10%
Hensies	SWDE	222	300	14	135%	6%	5%
Herbeumont	SWDE	41	62	5	151%	12%	8%
Héron	SWDE	40	101	5	253%	13%	5%
Herstal	CILE	1 378	2 388	41	173%	3%	2%
Herstal	SWDE		34	0	2%	0%	0%
Herve	SWDE	344	382	60	111%	17%	16%
Honnelles	SWDE	66	189	6	286%	9%	3%
Hotton	AIEC	97	198	31	204%	32%	16%
Houffalize	SWDE	64	155	7	242%	11%	5%
Houyet	INASEP	90	89	17	99%	19%	19%
Houyet	SWDE		39	4	43%	4%	10%
Huy	CILE	1 233	1 257	25	102%	2%	2%
Incourt	SWDE	75	97	5	129%	7%	5%
Ittre	SWDE	49	84	12	171%	24%	14%
Jalhay	SWDE	62	138	12	223%	19%	9%
Jemeppe-s/-Sambre	SWDE	383	627	35	164%	9%	6%
Jodoigne	SWDE	291	358	23	123%	8%	6%
Juprelle	SWDE	119	220	15	185%	13%	7%
Jurbise	SWDE	42	253	42	602%	100%	17%
LaBruyère	SWDE	63	138	9	219%	14%	7%
LaHulpe	inBW	59	303	10	514%	17%	3%
LaLouvière	SWDE	4 270	4 427	97	104%	2%	2%
LaRoche-en-Ardenne	SWDE	74	130	5	176%	7%	4%
Lasne	inBW	123	583	26	474%	21%	4%
Léglise	Léglise	171	149	20	87%	12%	13%
Lens	SWDE	51	264	4	518%	8%	2%
LeRoeulx	SWDE	22	135	12	614%	55%	9%
Les-Bons-Villers	inBW	84	38	0	45%	0%	0%
Les-Bons-Villers	SWDE		203	10	242%	12%	5%
Lessines	SWDE	450	747	45	166%	10%	6%
Leuze-en-Hainaut	SWDE	291	430	6	148%	2%	1%
Libin	Libin	48	19	13	40%	27%	68%
Libramont	Libramont	156	229	5	147%	3%	2%
Liège	CILE	15 703	12 284	536	78%	3%	4%
Lierneux	SWDE	55	81	3	147%	5%	4%
Limbourg	Limbourg	103	37	6	36%	6%	16%
Limbourg	SWDE		90	6	87%	6%	7%
Lincent	SWDE	30	95	6	317%	20%	6%
Lobbes	SWDE	130	118	20	91%	15%	17%
Malmedy	SWDE	286	259	13	91%	5%	5%
Manage	SWDE	1 033	892	61	86%	6%	7%
Manhay	Manhay	19	45	26	237%	137%	58%

Manhay	SWDE		2	0	10%	0%	0%
Marche-en-Famenne	SWDE	523	525	19	100%	4%	4%
Marchin	CILE	123	217	15	176%	12%	7%
Martelange	SWDE	48	61	11	127%	23%	18%
Meix-devant-Virton	Meix-devant-Virton	42	42	5	100%	12%	12%
Merbes-le-Château	SWDE	97	171	1	176%	1%	1%
Messancy	SWDE	47	146	2	311%	4%	1%
Mettet	AIEM	148	499	44	337%	30%	9%
Modave	CILE	48	144	4	300%	8%	3%
Modave	IDEN		10	0	21%	0%	0%
Momignies	SWDE	131	157	7	120%	5%	4%
Mons	SWDE	4 935	4 656	181	94%	4%	4%
Mont-de-l'Enclus	SWDE	16	70	37	438%	231%	53%
Montigny-le-Tilleul	SWDE	159	296	10	186%	6%	3%
Mont-Saint-Guibert	inBW	106	319	4	301%	4%	1%
Morlanwelz	SWDE	521	785	36	151%	7%	5%
Mouscron	IEG	1 802	1 272	96	71%	5%	8%
Mouscron	SWDE		232	10	13%	1%	4%
Musson	Musson	66	180	47	273%	71%	26%
Namur	SWDE	5 239	2 592	48	49%	1%	2%
Nandrin	IDEN	34	50	36	147%	106%	72%
Nassogne	Nassogne	101	204	10	202%	10%	5%
Neufchâteau	SWDE	136	257	18	189%	13%	7%
Neupré	SWDE	75	173	12	231%	16%	7%
Nivelles	SWDE	636	416	15	65%	2%	4%
Ohey	SWDE	63	93	33	148%	52%	35%
Olne	SWDE	60	81	8	135%	13%	10%
Onhaye	AIEM	52	172	36	331%	69%	21%
Oreye	SWDE	40	127	4	318%	10%	3%
Orp-Jauche	SWDE	84	178	18	212%	21%	10%
Ottignies-L-la-Nv.	inBW	914	990	35	108%	4%	4%
Ottignies-L-la-Nv.	SWDE		30	30	3%	3%	100%
Ouffet	CIESAC	33	30	1	91%	3%	3%
Ouffet	CILE		88	3	267%	9%	3%
Oupeye	SWDE	633	772	20	122%	3%	3%
Paliseul	SWDE	129	166	15	129%	12%	9%
Pecq	SWDE	91	170	14	187%	15%	8%
Pepinster	SWDE	207	304	8	147%	4%	3%
Péruwelz	SWDE	367	721	88	196%	24%	12%
Perwez	Perwez	104	180	10	173%	10%	6%
Perwez	SWDE		77	0	74%	0%	0%

Philippeville	INASEP	239	245	9	103%	4%	4%
Plombières	SWDE	121	213	5	176%	4%	2%
Pont-à-Celles	SWDE	299	381	33	127%	11%	9%
Profondeville	SWDE	171	228	5	133%	3%	2%
Quaregnon	SWDE	979	982	83	100%	8%	8%
Quévy	SWDE	117	268	25	229%	21%	9%
Quiévrain	SWDE	286	463	29	162%	10%	6%
Ramillies	SWDE	65	111	8	171%	12%	7%
Rebecq	SWDE	179	220	42	123%	23%	19%
Remicourt	SWDE	55	122	17	222%	31%	14%
Rendeux	SWDE	34	65	1	191%	3%	2%
Rixensart	inBW	267	328	45	123%	17%	14%
Rixensart	SWDE		175	15	66%	6%	9%
Rochefort	Rochefort	321	440	13	137%	4%	3%
Rochefort	SWDE		51	0	16%	0%	0%
Rouvroy	Rouvroy	54	67	7	124%	13%	10%
Rumes	SWDE	23	87	15	378%	65%	17%
Sainte-Ode	SWDE	52	55	5	106%	10%	9%
Saint-Georges	SWDE	125	226	15	181%	12%	7%
Saint-Ghislain	SWDE	896	874	45	98%	5%	5%
Saint-Hubert	Saint-Hubert	105	271	27	258%	26%	10%
Saint-Léger	Saint-Léger	38	76	11	200%	29%	14%
Saint-Nicolas	CILE	1 212	1 452	71	120%	6%	5%
Sambreville	SWDE	864	1 109	43	128%	5%	4%
Seneffe	SWDE	226	240	15	106%	7%	6%
Seraing	CILE	4 466	4 627	163	104%	4%	4%
Silly	SWDE	52	150	11	288%	21%	7%
Sivry-Rance	SWDE	62	123	7	198%	11%	6%
Soignies	SWDE	763	823	154	108%	20%	19%
Sombreffe	SWDE	88	164	5	186%	6%	3%
Somme-Leuze	AIEC	74	169	51	228%	69%	30%
Soumagne	SWDE	420	429	50	102%	12%	12%
SPA	SWDE	286	322	15	113%	5%	5%
Sprimont	SWDE	210	330	23	157%	11%	7%
Stavelot	SWDE	209	163	42	78%	20%	26%
Stoumont	Stoumont	24	73	23	304%	96%	32%
Tellin	Tellin	44	115	7	261%	16%	6%
Tenneville	SWDE	23	5	0	22%	0%	0%
Tenneville	Tenneville		81	0	352%	0%	0%
Theux	SWDE	125	58	1	46%	1%	2%
Theux	Theux		420	8	336%	6%	2%
Thimister	SWDE	40	66	17	165%	43%	26%
Thuin	SWDE	302	415	13	137%	4%	3%
Tinlot	CIESAC	38	29	6	76%	16%	21%
Tinlot	CILE		26	16	68%	42%	62%
Tinlot	IDEN		0	8	0%	21%	0%

Tintigny	Tintigny	45	149	57	331%	127%	38%
Tournai	SWDE	2 506	2 648	36	106%	1%	1%
Trois-Ponts	Trois-Ponts	46	55	14	120%	30%	25%
Trooz	CILE	241	414	17	172%	7%	4%
Tubize	SWDE	511	607	32	119%	6%	5%
Vaux-sur-Sûre	SWDE	32	102	14	319%	44%	14%
Verlaine	SWDE	31	54	9	174%	29%	17%
Verviers	SWDE	3 380	2 401	106	71%	3%	4%
Vielsalm	SWDE	177	182	9	103%	5%	5%
Villers-la-Ville	inBW	106	416	38	392%	36%	9%
Villers-le-Bouillet	SWDE	100	158	27	158%	27%	17%
Viroinval	INASEP	193	130	25	67%	13%	19%
Viroinval	SWDE		74	5	38%	3%	7%
Virton	Virton	354	457	9	129%	3%	2%
Visé	CILE	496	809	30	163%	6%	4%
Vresse-s-Semois	Vresse-sur-Semois	39	34	2	87%	5%	6%
Waimes	SWDE	79	67	3	85%	4%	4%
Waimes	Waimes		42	7	53%	9%	17%
Walcourt	INASEP	239	385	22	161%	9%	6%
Walcourt	SWDE		56	0	23%	0%	0%
Walhain	SWDE	97	84	13	87%	13%	15%
Wanze	SWDE	267	362	35	136%	13%	10%
Waremme	SWDE	158	402	2	254%	1%	0%
Wasseiges	SWDE	24	94	0	392%	0%	0%
Waterloo	inBW	326	1 272	25	390%	8%	2%
Wavre	inBW	628	1 429	113	228%	18%	8%
Wavre	SWDE		59	59	9%	9%	100%
Welkenraedt	SWDE	200	199	3	100%	2%	2%
Wellin	SWDE	50	69	21	138%	42%	30%
Yvoir	SWDE	124	142	4	115%	3%	3%

XX : CPAS qui ont plusieurs distributeurs sur leur territoire

XX : CPAS dont la commune est, ou est aussi, distributeur